

# Aujourd'hui la Turquie

41 Kere  
Maşallah



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3,80 YTL - 2 euro

www.aujourdhuilaturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le Journal francophone de la Turquie - numéro 41, Septembre 2008

Un accès facile vers le monde entier: GeoPost Yurtiçi...



## Politique



### Régis Paranke

Inspecteur général des finances, lors d'une interview, il analyse pour nous les enjeux de l'adhésion de la Turquie à l'UE et les relations franco-turques.

Page 5

## Musique



### Gürer Aykal

Grand chef d'orchestre turc, il nous parle de sa technique de direction concernant la Musique d'Anatolie et les œuvres écrites par les poètes populaires.

Page 12

## Édition



### İrfan Sancı

Editeur, il retrace l'évolution de sa profession en Turquie et décrit les difficultés qu'il rencontre pour la publication de ses livres.

Page 14

# De nouvelles bases dans la poursuite du dialogue entre la France et la Turquie

La présidence française de l'UE, les relations franco-turques et l'avenir de l'Union, autant de sujets dont nous avons eu le plaisir de parler avec la consule générale de France à Istanbul, Mme Christine Moro. Un an après son arrivée en Turquie, elle se dit charmée par ce pays mais également par son sens des responsabilités et sa volonté de s'affirmer au niveau mondial.

## Pourquoi y a-t-il eu une telle attente autour de la présidence française de l'UE ? Pourquoi cette importance ?

Il faut aborder la question avec ambition et modestie. Avec modestie, parce que la présidence tourne tous les six mois, c'est très court. Et puis la présidence n'a la maîtrise totale ni du calendrier ni des priorités, parce qu'il y a des rendez-vous institutionnels et des programmes lancés avant la présidence française et qui continueront ensuite sous les présidences tchèque et suédoise : il faut assurer la continuité. Aussi, même si chaque présidence essaie de mettre en valeur ses priorités, une présidence doit représenter la totalité des pays membres, elle doit chercher des compromis. Être président de l'UE ce n'est pas en être le chef, c'est plutôt exprimer au mieux la volonté commune des États membres, et ce qui fait la valeur d'une présidence, c'est faire émerger des consen-



Christine Moro

sus là où il peut y avoir des blocages. Notre ambition en revanche et les attentes que nous suscitons nous viennent du fait que nous sommes un des pays fondateurs de l'UE, l'un des pays les plus engagés, cela

depuis le début. La France a aussi une tradition étatique et diplomatique forte, c'est pourquoi on attend beaucoup d'elle.

## Si Nicolas Sarkozy n'arrive pas à convaincre de mettre en place le traité de Lisbonne, pensez-vous que l'on puisse se diriger vers cette « Europe à la carte » ?

Distinguons deux choses. Si vous vous référez à la question institutionnelle, il faut trouver un terrain d'entente commun, il n'est pas concevable de laisser un État membre sur le bord du chemin. Il ne faut surtout pas accabler les Irlandais et les gens qui ont des responsabilités ne peuvent pas tenir ce type de raisonnement car l'Europe est une aventure commune et il faut que cela reste ainsi. Il faudra peut-être encore un peu de temps et laisser les Irlandais faire des propositions à l'automne. Dans un registre tout à fait différent, il existe en

(lire la suite page 3)

## Joue un morceau pour mon amour !

Petite ville du Danemark, membre de l'UE de 5 millions d'habitants n'ayant pas adopté l'euro, Svendborg a une population approximative de 50 000 habitants. Début juillet, j'y ai passé un week-end. C'était un samedi, il était près de midi. Une journée assez fraîche. Au centre ville, sur la place nommée Torvet, je suis assis sous un énorme parasol devant le café Torvet.



\* Dr. Hüseyin Latif

(lire la suite page 4)

## Une présentation des œuvres de l'écrivain Tahsin Yücel par Oylum Yılmaz

(lire la suite page 16)



## Un tournant dans la politique étrangère turque. Une analyse de Dr. Hüseyin Latif

(lire la suite page 15)



## La haute couture



La collection de Dilek Hanif lors des défilés de mode parisienne (lire la suite page 13)

## La Turquie au centre du débat portant sur l'eau et le développement durable

À l'heure où la protection de l'environnement et les ressources naturelles sont à l'ordre du jour, la ville de Saragosse (Espagne) accueille l'Expo 2008 autour du thème « L'eau, une ressource rare ». Dans ce cadre somptueux inspirant la vie par sa thématique et la liberté par sa construction architecturale, nous interrogeons l'ambassadeur de Turquie en Espagne, S.E. Ender Arat, sur les enjeux de la gestion de l'eau en Turquie et dans la région.

Le 13 juillet, nous découvrons le magnifique site de l'Expo 2008, invitée par Son Excellence Ender Arat, pour participer à la journée de la Turquie. L'accès au site se fait par un pavillon-pont au design très tendance qui vous mène vers un lieu magique de 25 hectares où l'eau est à l'honneur.

## Pouvez-vous nous parler de la journée de la Turquie à l'Expo 2008 Saragosse ?

(lire la suite page 11)



S.E. Ender Arat



## L'AKP n'a pas été dissous

Le 14 mars 2008, le procureur général de la Cour de cassation s'était adressé à la Cour constitutionnelle, en soutenant que le parti au pouvoir, l'AKP, était devenu un foyer d'activités antilaïques, qu'il enfreignait sérieusement la Constitution et que sa dissolution était nécessaire. Après presque cinq mois, le



\* Haydar Çakmak

(lire la suite page 4)

# L'Europe politique face à une nouvelle épreuve



\* Mireille Sadège

En pleine période estivale, alors que se déroulent les jeux Olympiques de Pékin, un conflit a éclaté entre la Russie et la Géorgie ; si tout le monde connaît bien la Russie, ce n'est pas le cas de la Géorgie, petit pays situé dans la région de Caucase, ni de son importance géostratégique. Plusieurs jours après le début des hostilités, cette guerre – loin d'être une petite crise passagère – semble marquer un tournant important dans les relations internationales. En effet, après l'effondrement de l'Union soviétique, la Fédération de Russie s'est trouvée dans une situation très difficile : pendant des années, elle n'a eu qu'une position de spectateur de tout ce qui se passait autour d'elle mais, avec l'arrivée de Poutine, les choses ont changé et la Russie a redressé sa situation économique. En détenant les plus importantes réserves de gaz, elle est devenue un fournisseur incontournable d'énergie dont ne peuvent plus se passer les pays européens et elle est désormais une puissance qui a décidé de sortir de l'ombre. Ainsi, la guerre avec la Géorgie est avant tout une démonstration de force face aux États-Unis et à l'Europe, marquant le retour d'une puissance que le monde ne pourra plus ignorer et avec laquelle il faudra dorénavant compter. Elle est également un signal

très fort à l'intention de tous les pays voisins de la Russie : ainsi, pour le journaliste turc Fatih Altaylı, la Russie a signifié à ses voisins par cette guerre que, dans la région, la puissance à respecter sera elle et non pas les Américains. Toujours pour Altaylı, l'avenir se jouera désormais dans cette région avec les puissances montantes autrement dit la Russie, la Chine, l'Inde mais également la Turquie. Ce conflit met encore une fois les Européens dans l'embarras en raison de l'absence d'une position commune. Tandis que l'Union à 27 tente difficilement de se munir d'institutions afin d'améliorer son fonctionnement, le déclenchement de ce conflit à proximité les met dans l'embarras car, face à cette situation, ils doivent afficher une position commune, non seulement pour instaurer la paix et la stabilité dans une zone géographique voisine, mais également pour défendre leurs intérêts, autrement dit assurer la sécurité de cheminement des matières premières énergétiques, notamment de la mer Caspienne vers l'Occident. Rappelons que l'oléoduc Bakou-Tiflis-Ceyhan achemine chaque jour un million de barils de pétrole d'Azerbaïdjan vers l'Europe, également dépendante du gaz russe.

Ainsi, cette crise met en évidence une nouvelle fois la nécessité d'une politique européenne qui donnerait une cohésion à l'action des 27 ainsi que des moyens d'action solidaires qui permettraient à l'UE d'intervenir effi-

cacement dans la résolution de tels conflits et de devenir à son tour un acteur important dans les relations internationales. Située à proximité de ces nouvelles puissances, l'Europe pourra-t-elle encore longtemps se priver d'une politique commune lui permettant non seulement de négocier avec ces dernières en ce qui concerne les questions énergétiques, mais aussi de peser sur les enjeux d'avenir ? Depuis la fin de la guerre froide, l'UE a déjà raté deux occasions d'affirmer cette identité politique européenne : la guerre en Yougoslavie et au Kosovo. L'incapacité des Européens à parler d'une seule voix et leur absence de position politique commune a permis à l'OTAN de prendre un tournant décisif et de survivre à la guerre froide en se fixant de nouvelles missions ainsi de nouvelles zones d'intervention.

Dans le conflit actuel, le président Sarkozy et Bernard Kouchner sont sur tous les terrains afin d'obtenir un cessez-le-feu le plus rapidement possible. Le sens de la diplomatie de Nicolas Sarkozy et son enthousiasme à trouver une solution à ce conflit seront-ils suffisants pour obtenir des résultats ? Si, pour l'heure, les Américains, par le soutien qu'ils apportent à la Géorgie, semblent disqualifiés, en revanche l'UE paraît parfaitement crédible pour jouer les intermédiaires dans la résolution de ce conflit. Va-t-elle y réussir ? La question est cruciale et son enjeu immense car il y a de



l'avenir de l'Europe politique.

N'oublions pas que parmi les quatre objectifs de la présidence française de l'UE, figure la défense européenne, une ambition du président Sarkozy qui n'est pourtant pas nouvelle, la défense européenne ayant toujours fait partie des priorités françaises depuis la fin de la guerre froide ; la France œuvre ainsi pour une Europe politique et une indépendance européenne dans le domaine de la sécurité et de la défense en développant notamment un marché européen de l'armement...

Avec un président très pragmatique, décidé à marquer l'UE de son empreinte, et une situation de crise, tous les ingrédients sont réunis pour qu'enfin l'Europe décide d'adopter une politique étrangère commune.

\* Mireille Sadège, journaliste  
Docteur en histoire des relations internationales

# La France va-t-elle vers une 6<sup>e</sup> République ?



\* Olivier Buirette

Depuis mai 2008 avec l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République française, la France est entrée dans un vaste programme de réformes entraînant parfois des changements parmi les plus importants depuis près de 60 ans. L'une d'entre elles, concerne celles, souhaitant moderniser les institutions de la Ve République. Quels sont les enjeux d'une telle réforme.

En premier lieu, rappelons que c'est l'ancien Premier ministre Édouard Balladur qui fut nommé dès juillet 2007 à la tête d'un « comité constitutionnel » chargé de penser les réformes et de délivrer une série de propositions en vue de leur mise en œuvre ou non par le gouvernement.

Le texte d'une vaste réforme de notre Constitution, qui s'articule autour de 3 grands thèmes, a été adopté par les membres de l'Assemblée nationale le 4 juin dernier, puis entériné par le Sénat et enfin validé de justesse le 21 juillet par les deux chambres réunies en Congrès.

Néanmoins, ce vote n'a pas été unanime, l'opposition regroupée autour du PS ayant décidé le 8 juillet dernier de voter contre. Toutefois, l'adoption a eu lieu, malgré l'hostilité d'un Robert Badinter reprochant au texte de nous diriger vers une « monocratie », et surtout

grâce à l'énergie déployé par le gouvernement et quelques personnalités de gauche comme Jack Lang qui ont rallié l'appel du 15 juillet du président Nicolas Sarkozy, demandant que l'on dépasse les clivages habituels dans le cadre de ce vote.

À présent, penchons-nous sur ces réformes institutionnelles :

**Le premier de ces thèmes** est la rénovation de l'exercice du pouvoir exécutif où on notera un réel désir de limiter celui-ci à deux mandats, cette réduction des mandats est une modernisation sans précédent et crédibilise un peu plus notre démocratie. De même, et globalement, on note ici un encadrement plus important de la fonction présidentielle. On peut donc, pour ce premier axe de la réforme, voir plutôt, à mon sens, une modernisation de la Constitution, une adaptation au monde actuel plutôt qu'un changement de République.

**Le second axe**, découle de l'esprit du premier en visant à renforcer le rôle et la représentativité du Parlement. Ainsi, celui-ci bénéficiera d'une plus grande maîtrise du travail législatif grâce à une série de mesures. Par ailleurs, plusieurs modifications tendent à améliorer la

qualité de la loi. On notera aussi – et c'est très important – que les fonctions de contrôle participent également à la revalorisation du parlement. Enfin, une série de mesures sont destinées à rendre le Parlement plus représentatif. On le constate ici, un vaste aspect de la réforme concerne le Parlement, tant le Sénat que l'Assemblée nationale, qui se trouvent modernisés et avec des pouvoirs accrus, tant dans un contrôle plus important du gouvernement que de la représentativité des citoyens dont les députés sont en quelque sorte les mandataires.

Ainsi, modernisation d'un exécutif avec des rapports plus équilibrés avec les deux chambres du pays, tel pourrait être le résumé de ces deux grands pans de la réforme constitutionnelle ; là encore, on notera que nous sommes en présence d'une modernisation des institutions. Ainsi le souci majeur de cette réforme est avant tout de rééquilibrer les pouvoirs et leur répartition, non pas en diminuant l'exécutif par rapport au législatif, mais – et c'est là à mon sens l'esprit de cette réforme – en les faisant travailler ensemble plus étroitement, plus efficacement.

**Le dernier axe** vise à assurer aux citoyens des droits nouveaux qui seront garantis plus efficacement. On constatera que les citoyens

de la République sont au cœur de la réforme constitutionnelle et que l'on cherche ici à garantir encore plus leurs droits, notamment par une indépendance accrue de la justice – le Conseil supérieur de la magistrature n'étant plus présidé par le président de la République – et par des droits nouveaux que les citoyens pourront exercer.

En conclusion, on peut donc dire que la réforme voulue, promise et obtenue par Nicolas Sarkozy, elle modernise la Constitution, fait travailler les domaines exécutif et législatif entre eux ; enfin, la réforme replace le citoyen au cœur de la République en l'associant plus étroitement à son fonctionnement. Seulement, cette réforme ne nous conduit pas à une 6<sup>e</sup> République mais bien dans une 5<sup>e</sup> République aux institutions plus équilibrées et plus proches des citoyens.

La France a connu quinze constitutions en 219 ans et cinq Républiques ; je pense qu'en ce début de 21<sup>e</sup> siècle il faut avoir confiance en de telles réformes dont le seul but est de faire entrer de plain pied notre pays dans la modernité, une modernité qu'a résolument voulue l'homme du 18 juin en 1958 et, à ce titre – et sans conteste – l'actuel chef de l'État s'inscrit dans ses pas avec cette réforme. C'est du moins notre point de vue, et l'adoption du texte le 21 juillet 2008 ouvre désormais cette voie.

\* Dr. Olivier Buirette, Historien

# De nouvelles bases dans la poursuite (Suite de la page 1)

Europe la possibilité de mettre sur pied des « coopérations renforcées », comme c'est le cas pour l'euro et Schengen : un certain nombre de pays plus avancés sur certains sujets peuvent se rassembler pour les réaliser, sans attendre que tout le monde soit prêt. Mais ce qui caractérise les coopérations renforcées, c'est qu'elles sont toujours ouvertes aux autres États membres : il existe des critères objectifs et, à partir du moment où les pays répondent à ces critères et bien sûr qu'ils expriment leur volonté de participer à l'accord, ils peuvent y entrer.

## Jusqu'où va-t-on élargir l'Europe ? Est-ce que les élargissements futurs vont dépendre de l'évolution institutionnelle de l'UE ?

Il faut d'abord régler la question institutionnelle car nous sommes en retard d'une réforme institutionnelle par rapport à l'élargissement. On a déjà fait les adaptations institutionnelles pour permettre les élargissements de 2004 et 2007, parce qu'on s'est aperçu en 1995 que l'on avait atteint la limite du fonctionnement à 15 avec les institutions de l'époque. Depuis lors, avec les différents traités qui ont été mis en œuvre, Amsterdam et Nice, on a quand même évolué, l'Europe n'est pas en panne dans son fonctionnement institutionnel mais on est à nouveau à la limite. Si on veut élargir encore, il faut faire une nouvelle réforme institutionnelle, c'est le sens du traité de Lisbonne. Jusqu'où va-t-on aller ? C'est une question que pose la France depuis quelques années, c'est la raison pour laquelle M. Sarkozy a demandé qu'on mette sur pied un groupe des sages pour réfléchir à l'avenir européen. Ce groupe des sages a un mandat plus large que réfléchir seulement à l'élargissement, en fait il va examiner ce qu'on peut faire du projet européen ; quand on est 27 avec d'autres perspectives d'élargissement, on ne peut pas avoir le même projet que quand on était 6 ou 12. Ce groupe des sages est présidé par Felipe Gonzales et il rendra son rapport en 2010. Cette réflexion est indispensable.

**Pouvez-vous nous parler des projets portés par M. Sarkozy lors de cette présidence ?** La présidence française a mis l'accent sur 4 sujets. Le premier, c'est l'énergie et la lutte contre le changement climatique : il s'agit notamment d'adopter les modalités pratiques de l'accord intervenu entre Européens sur ce sujet en mars dernier et de préparer l'importante conférence internationale de Copenhague en 2009. La seconde priorité, c'est l'immigration, on voudrait faire adopter un pacte européen sur une série de questions tournant autour de ce sujet : l'immigration légale, la lutte contre l'immigration illégale qui présente des aspects dramatiques, la politique d'asile... ; la troisième priorité, c'est la sécurité et la défense européennes, nous voyons bien que l'Europe a sa contribution à apporter dans les affaires du monde, il y a d'ailleurs beaucoup d'attente des pays tiers. Nous allons vers des relations renouées avec les États-Unis, nous avons des perspectives de dialogue sur des bases plus sereines dans la relation entre la défense européenne et l'OTAN. Enfin, l'agriculture : l'Europe est en train de réaliser le « bilan de santé » de la politique agricole commune, mais nous avons aussi en perspective l'après 2013 pour

l'avenir de la PAC. La perspective sur l'agriculture est en train de changer avec l'émergence d'une pénurie alimentaire au niveau mondial, cela conforte la position de la France qui a toujours tenu à avoir, elle-même et en Europe, un secteur agricole fort.

## Il existe certaines tensions depuis quelques années dans les relations franco-turques, comment évoluent-elles actuellement ?

Tout d'abord, comme je ne cesse de le mettre en valeur dans toutes mes interventions, la relation franco-turque est enracinée dans l'histoire et comporte de nombreux volets, qui sont vivaces. Les relations culturelles et économiques se portent bien. Certes, il a existé des malentendus concernant les questions politiques, mais on est dans une bonne phase, notamment à la suite du déplacement du Premier ministre Erdoğan à Paris pour le sommet de l'Union pour la Méditerranée, qui était déjà en soi le signe d'une amélioration.

À l'occasion de ce déplacement, M. Erdoğan a eu une rencontre avec le président Sarkozy, qui s'est très bien passée et a montré le grand respect réciproque de nos dirigeants. M. Sarkozy a montré qu'il respectait énormément et la Turquie et M. Erdoğan

comme Premier ministre de ce pays, et cela a créé des bases solides et saines pour la poursuite du dialogue.

## En Turquie, on craignait beaucoup la présidence française de l'UE ; cette crainte est-elle justifiée ?

Nous avons déjà fait en sorte, avant la présidence, de dissiper les craintes de la Turquie, ce qui ne change pas les positions de notre gouvernement sur la perspective d'adhésion de ce pays à l'UE. Mais la présidence, ce n'est pas mettre ses idées en avant et gommer

celles des autres, et même avant d'avoir la présidence, vous constaterez que la France n'a rien fait pour interrompre le processus de négociations, qui continue avec de nouveaux chapitres ouverts. Pendant notre présidence, on poursuit le processus et si les critères objectifs sont réunis, il y aura certainement un ou plusieurs chapitres qui seront ouverts.

## Pourtant certains chapitres sont écartés par la France...

Il s'agit de chapitres qui n'auront aucun sens s'il n'y a pas l'adhésion elle-même. Mais pourquoi se focaliser dessus alors qu'il y a au total 35 chapitres ? Cela représente des années de négociations et,

pour la Turquie, d'adaptation de sa législation et ensuite de mise en œuvre. Ce n'est donc pas le travail qui manque. La France est en tout cas déterminée pour qu'il y ait une relation très forte entre la Turquie et l'UE – ce qui est déjà une réalité.

## Le journal le Monde titrait que les sociétés françaises en Turquie souffraient de la position politique de la France dans ce pays. Actuellement, comment vont les relations économiques entre ces deux pays ?

On a connu des problèmes dans un passé récent mais, maintenant, on est plutôt dans une phase d'embellie. Notre présence et nos échanges économiques vont très bien, merci. Les entreprises françaises du secteur privé se défendent avec leurs arguments et quand elles remportent des contrats, c'est que tout

le monde y trouve son compte. Dans le domaine des contrats publics, le problème est de savoir si les autorités turques veulent profiter de la compétence des entreprises françaises. Nous, ce que nous souhaitons, c'est que les autorités turques jugent en fonction des propres mérites des offres.

## Parlons de la facette culturelle, la saison turque... comment avancent les préparatifs ?

C'est toute une organisation qui prend en charge cette préparation, un comité d'organisation en Turquie et un en France qui se rencontrent régulièrement pour décider ensemble des projets retenus. Il y a énormément d'intérêt des deux côtés : du côté français, l'intérêt est partagé par les grandes institutions, les grandes villes, les milieux économiques, ce sera donc un moment très positif. Pour moi, en tant que diplomate en poste en Turquie, j'y vois une occasion pour la Turquie de mieux se faire connaître sur des



Christine Moro

*La francophonie est partie intégrante du rapprochement de la Turquie avec la France, nous ne pouvons pas délaissier un pays qui est traditionnellement aussi proche de nous.*

bases plus réalistes et dégagées des a priori. Le foisonnement de l'intérêt du côté français est de bon augure et nous accueillons la Turquie, mais c'est d'abord aux acteurs turcs d'aller se montrer en France.

## La Turquie est-elle un allié stratégique de la France ?

J'en étais déjà persuadée avant de venir et j'ai demandé à venir ici parce que c'est un pays très accueillant et les Turcs sont des partenaires chaleureux, mais aussi parce que la Turquie est un pays très important, par son histoire, sa taille, son positionnement géostratégique, son sens des responsabilités et sa volonté de s'affirmer au niveau mondial.

## Depuis un an que vous êtes ici, à titre personnel, qu'est ce que vous appréciez le plus en Turquie ?

J'apprécie la complexité de ce pays formé de strates culturelles, il est aussi très divers géographiquement dans ses différentes régions, et c'est un pays qui vibre comme un instrument de musique. Il y a une énorme résonance dans ce pays qui est à cheval entre son histoire très riche et un futur qu'il veut croquer à pleines dents. Sur un plan plus personnel, je trouve que les Turcs ont un sens de l'hospitalité très développé, ils donnent toujours de l'importance à l'autre.

## Très peu de gens se doutent en France de l'existence de lycées, d'une université et d'un milieu francophones en Turquie, qu'en pensez-vous ?

Nous encourageons et soutenons ces institutions, cela nous donne des responsabilités. Sur le plan politique, la francophonie est partie intégrante du rapprochement de la Turquie avec la France, nous ne pouvons pas délaissier un pays qui est traditionnellement aussi proche de nous.

\* Propos recueillis par Mireille Sadège

www.novotel.com

à partir de

# 109€

Designed for natural living

(+90) 212 4143600

# Joue un morceau pour mon amour !

(Suite de la page 1)

Les tables sont toutes propres, elles ont été essuyées, séchées après la pluie qui vient de tomber. Les serveurs sont tous habillés impeccablement et les passants se promènent dans la ville, semblant avoir revêtu leurs habits de fête.

Sur les tables, des verres de bières de toutes variétés, donnant envie d'en commander une.

Le groupe qui joue sur la scène au centre de la place s'appelle Troek&Slips. Le visage des musiciens respire la confiance en l'avenir et en eux-mêmes, le bonheur.

Sur la scène, une femme blonde interprète ses chansons avec un grand sérieux. Un moment, le soleil est apparu puis s'est caché comme le vent se levait.

En disant « I am not good without you », elle regarde son ami, un bel homme, qui est venu l'écouter. Il y a aussi un garçon avec lui, qui doit certainement être son fils. Son ami lui sourit.

Installés sur leurs chaises, les spectateurs consomment leur bière fraîche, leur jus de fruit. Il y a une ou deux personnes debout. La scène municipale, moderne, est très en harmonie avec l'architecture de la place. Voilà la culture de l'Europe du Nord, une région importante de l'Occident, de l'UE...

Une accumulation culturelle que nous devons rejoindre au plus tôt.

La dernière fois que j'étais venu sur cette même place, c'était il y a six ans et rien n'a changé : les pavés de la place sont certainement plus que séculaires et ils sont constamment entretenus. Ils ne ressemblent pas aux trottoirs d'Istanbul qui, quotidiennement, sont paraît-il en rénovation, rappelant plutôt des morceaux de toile rapiécés...

La raison, Stella Acıman l'explique dans son histoire « Mâhur Saz Semâi'm



Istanbul'um »... à qui veut bien le comprendre, bien sûr. Elle a commencé son histoire avec un extrait du maître Ahmet Hamdi Tanpınar, auteur de « Cinq villes » : « Pourquoi le temps passé nous attire-t-il comme un puits (...) ? » Dans son texte, où elle dit : « Je t'écris ces lignes dans « Çay bahçesi » (le jardin de thé) de Rumelihisarı, en regardant la beauté des arbres de Judée, dont le nombre a bien diminué, sur les collines d'en face », les fraises d'Arnavutköy, les artichauts de Bayrampaşa, Mehmet Efendi, le spécialiste du café turc, Zeki Müren, le lycée de Galatasaray et des dizaines d'autres noms, des noms de places, d'établissements et de personnes, qui se sont assimilés à Istanbul... C'est comme si vous viviez à nouveau cette Istanbul d'antan.

« Lorsque je disais à ma maman chérie « Joue un morceau pour mon amour ! », le « Mâhur Saz Semâi » du compositeur Refik Talat Alpmann, s'élevant des touches noires et blanches du vieux piano russe, commençait à résonner dans le jardin du pavillon, les branches des acacias et du saule pleureur se remplissaient de petits moineaux et de chardonnerets accompagnant la musique. »

Tout cela n'a pas suffi, il y a aussi des paroles extraites de l'article de Yılmaz Özdil dans le quotidien Hürriyet du 8 septembre 2007 :

« Es-tu originaire d'ici / ou d'ailleurs / Ô jeune fille / de quelle partie d'Istanbul est-tu ? / Le maire de Polonezköy, Daniel Ohotski, est d'Istanbul depuis 5 générations... »

Le maire du grand Istanbul est d'Arvin, le maire de Şişli d'Erzincan, le maire d'Eminönü vient de Malatya, celui de Pendik est de Sakarya, le maire d'Ümraniye est de Balıkesir, le maire d'Üsküdar vient de Trabzon, le maire de Kadıköy est de Muş, celui

de Gaziosmanpaşa vient de Kastamonu... Son meilleur restaurant : de Konya ! D'ailleurs, le pacha Gazi Osman était de Tokat. »

Alors que je pensais à tout cela, la chanteuse blonde interprétait « When you kiss me... » et je n'arrivais pas à détacher mon regard des pavés. Dans mon esprit, la guerre des mentalités de la mairie de Kadıköy, qui a rendu Moda – le plus beau quartier d'Istanbul – invivable, transformant ses rues en parkings de voitures.

À un moment, l'eau de pluie, accumulée sur les parasols qui se balançaient légèrement sous l'effet du vent, s'est déversée sur les clients assis en terrasse.

Éclatant de rire, ils ont demandé l'aide du serveur. Souriant comme d'habitude, puis riant aussi aux éclats, le serveur est accouru avec des serviettes pour les secourir.

Le soleil est réapparu.

Le concert a pris fin et chaque musicien a rangé soigneusement son instrument, son câble, son micro...

Avant eux, il y avait eu un autre groupe. Dans un moment, un nouveau groupe montera sur scène. Pas de gens qui se bousculent, qui salissent, qui crient... ni d'agent de sécurité privé, etc.

Le vent a commencé à souffler, il fallait que je quitte cet endroit, pour ne pas rater un autre concert, sur une autre place.

Trois livres au milieu de mon été  
Cet été, j'ai lu des dizaines de livres  
Pour t'écrire, toi

Parmi la vingtaine de livres que j'ai emportés à Bodrum, il y en a trois que je n'ai pu lâcher. Aux éditions Türkiye İş Bankası, « Avant la nuit de nocces », de Melih Cevdet Anday : « Lorsqu'il fermait les yeux, il tombait dans des puits, il n'arrivait pas à trouver la tranquillité. Combien de temps s'est passé ainsi, qui le sait ? [...] Il a pensé aller jusqu'au robinet. Lorsqu'il s'est levé, sa tête a tourné. [...] Lorsqu'il est revenu au lit, il était épuisé et il s'est endormi tout de suite. »

Aux éditions Sel, un recueil de Hande Ögüt « Istanbul dans des histoires de femmes ». Dans ce livre, l'histoire de « La Maison de Madame Naciye », d'Esmehan Aykol :

« À l'embrasser, mon menton se blessait à force de se frotter à sa barbe. Je portais sur mon menton la trace des longs baisers, [...] cette nuit, ce que j'aime le plus, c'est l'odeur de sa peau. [...] Cela faisait trois ans que je n'avais plus eu de relations, lorsque mon ancien mari sonna à la porte. Une solitude de trois ans... »

Et enfin, de Tahsin Yücel « La Littérature et la Vie ». Dans le livre, réédité après des années aux éditions Can, de cet auteur qui n'est pas très connu en Occident, il y a un essai intitulé « Le Roman et la Vie ». Après avoir rappelé la citation de Michel Butor « J'écris non pas pour vendre, mais pour assurer l'unité de ma vie », les paroles « Chaque lecteur crée à nouveau le livre du romancier » du maître philosophe restent incrustées dans mon esprit. Dans ces paroles, je sens une plainte : contre quoi et pourquoi ?

Trois livres au milieu de mon été  
Cet été, j'ai lu des dizaines de livres  
Pour t'écrire, toi

Mais je n'ai voulu vous faire part que de ces trois livres.

Les trois livres se retrouvent dans mon roman, et moi, je suis à nouveau « soudain » seul avec le Toi...

Je pense que la littérature turque couve encore de nombreux autres prix Nobel, il ne faut pas être injuste.

\* Dr. Hüseyin Latif  
Directeur de la publication

# L'AKP n'a pas été dissous

(Suite de la page 1)

23 juillet 2008, la Cour constitutionnelle a prononcé son arrêt selon lequel le parti au pouvoir ne devait pas être dissous, mais que l'aide financière accordée par l'État aux partis politiques devait être réduite de moitié pour ce parti. Ce jugement signifie que l'AKP est bien un parti antilaïc et qu'il ne doit pas être dissous comme le demandait le procureur général de la République, mais être sanctionné en étant privé de la moitié de l'aide financière étatique. Au XXI<sup>e</sup> siècle, dans les pays démocratiques, le fait de concevoir la dissolution d'un parti politique n'est pas une approche contemporaine. Dès le départ, nous avons été convaincus qu'il ne fallait pas dissoudre l'AKP et qu'il ne

pourrait d'ailleurs pas être dissous. Heureusement, il en a bien été ainsi. Aussi bien du point de vue des intérêts internes que de ceux externes de la Turquie, tout le monde s'apercevait qu'il ne serait pas bon de dissoudre le parti au pouvoir. Les opposants farouches de l'AKP n'apprécient pas cette décision de notre Cour constitutionnelle, disant que sa dissolution sauverait le pays, que la laïcité ne doit pas subir de préjudice et que le reste n'est que détails. L'auteur de ces lignes n'a rien à voir ni avec l'AKP ni avec la philosophie de ce parti. Il fait partie des millions de Turcs qui cherchent la tranquillité et la paix, qui souhaitent la continuation de la démocratie, de la laïcité et des principes kémalis-

tes et qui souhaitent la réalisation de l'adhésion de la Turquie à l'UE. L'administration AKP et ses partisans idéologiques doivent revoir leur conduite antérieure. En effet, le fait que l'AKP n'ait pas été dissous cette fois-ci ne signifie pas qu'il ne le sera jamais. D'ailleurs, le président de la Cour constitutionnelle, Haşim Kılıç, a averti le parti au pouvoir et les responsables, aussi bien sur les nouvelles dispositions juridiques qui sont nécessaires que sur leur conduite. La proposition d'une loi considérant que les couples non mariés commettent un adultère, l'amendement constitutionnel pour lever l'interdiction du port du foulard islamique dans les universités, les modifications de textes en vue d'accorder aux diplômés de lycées religieux le droit d'accéder à toutes les facultés universitaires, certains discours et activités des responsables de l'AKP et d'une partie des membres du gouvernement ont excédé les partisans de la laïcité. Le gouvernement et l'AKP n'en sont pas conscients ou ne veulent pas en être conscients, mais il y a encore une question qui excède les partisans de la

laïcité et qui n'a pas été tellement débattue : c'est le rassemblement de certains anciens de l'extrême gauche, d'anciens communistes et d'anciens nationalistes extrémistes qui se sont réunis en se prévalant de « la pensée libérale » et qui apportent un soutien sérieux à l'AKP. Qu'est-ce qui fait que ces person-

nes, qui étaient situées aux extrémités de la droite et de la gauche, se réunissent sur le même point ? Quels sont les intérêts et les forces qui les poussent à soutenir un parti et

une philosophie que normalement elles ne pourraient absolument pas adopter ? Quel est leur but ? Tout cela crée des suspicions. Les démocrates et les laïcs du centre droit et du centre gauche ne lâcheront pas le col de l'AKP. C'est pourquoi, l'administration AKP et le Premier ministre doivent procéder à un remaniement ministériel et à un changement parmi les hauts responsables de la fonction publique, faute de quoi un nouveau jugement pourrait ne plus être en faveur de l'AKP.

\* Prof. Dr. Haydar Çakmak  
Université de Gazi  
Directeur du Département des Relations Internationales



# L'UE ne doit pas poser le principe que la Turquie ne peut pas entrer en son sein

Inspecteur général des finances, Régis Paranque assume de nombreuses missions dans les hautes sphères de la fonction publique. Il a été proche collaborateur de trois anciens chefs de gouvernement, Pierre Mandès France, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Bérégovoy. Il est venu à Istanbul pour la première fois avec un groupe de dirigeants de grandes entreprises françaises. Il a répondu à nos questions concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE.

## Pourquoi autant de tensions entre deux pays alliés et amis depuis si longtemps ? Quels facteurs pourront changer cette situation ?

Cette tension est superficielle en ce qui concerne la France. Quelques hommes politiques, peu nombreux, en ont fait un thème de campagne électorale dans le but de provoquer un sentiment populaire confus. L'opinion publique est habituée à cela : la Turquie est un pays lointain et ils ont joué sur la peur de l'islam, la difficulté d'élargir l'Europe, les questions d'identité nationale étant attisées par le phénomène de la mondialisation. Un peu

*Sur tous les plans, je trouve l'adhésion de la Turquie positive.*

d'incompréhension n'est pas une véritable tension. Du côté turc, je comprends très bien qu'on ne soit pas content de cette incompréhension et de certains arguments électoraux en France. Je comprends cette réaction de déception et d'amertume du côté turc, mais elle est assez superficielle et on peut y remédier si on le veut. La seule solution, c'est d'appliquer ce qu'avait décidé dans les années 1960 le général de Gaulle, c'est-à-dire les négociations pour l'entrée de la Turquie dans l'UE. Elles doivent reprendre rapidement et de façon constructive et un certain nombre de décisions renforceront les relations et les liens entre les deux pays et la saison culturelle turque prévue pour 2009 sera un événement important. J'ai dans l'idée de lancer une coopération entre Euromed (l'école de gestion et de commerce de Marseille) et l'université de Galatasaray. C'est mon idée personnelle mais je pense que beaucoup d'autres initiatives restent à prendre.

## Comment expliquez-vous cette crise de démocratie, comme le « non » des Français, des Néerlandais et des Irlandais à l'UE ?

Ce sont des positions frileuses, dues à la mondialisation qui fait peur alors qu'il faut avoir la volonté politique de mettre en œuvre des solutions pour maîtriser cette mondialisation. C'est aux gouvernements de montrer que cette peur de l'avenir, due à la mondialisation et la crise d'identité dans beaucoup de pays, n'est pas fondée. Raymond Barre, homme qui savait prendre ses responsabilités, était partisan de poursuivre les négociations et de les faire aboutir rapidement. La crise de démocratie, la réaction de peur des Néerlandais et des Irlandais paraît donc superficielle et il faut y remédier impérativement pour éviter des réactions nationalistes. Si un processus régressif s'enclenche, on revient au temps des cavernes : chacun se replie sur sa nation, sa province puis son village et – pourquoi pas – dans sa grotte.

## Selon vous le problème majeur de l'UE est-il l'absence d'institutions ou plutôt de volonté politique ?

Je pense que c'est vraiment la volonté politique d'abord, car les institutions sont ce qu'elles sont et ne sont jamais parfaites, étant toujours le fruit d'un compromis. L'UE est une création nouvelle, un thème totalement

nouveau, nécessitant la volonté politique de l'améliorer et d'aller de l'avant, comme l'a fait Jacques Delors, plutôt que d'exploiter la peur.

## Une Europe à la carte ou un noyau dur – c'est-à-dire un groupe de pays qui avancent et les autres qui suivent – beaucoup d'analystes commencent à y croire concernant l'avenir de l'UE... Qu'en pensez-vous ?

On peut imaginer une Europe avec des cercles concentriques mais il faut que cela soit délibéré. À mesure que l'Europe s'élargit, on peut admettre que certains pays veuillent aller plus loin, non pour diriger les autres mais au contraire pour mieux les entraîner. On trouve déjà cela avec l'Euro qui est un noyau dur avec une banque européenne aux pouvoirs extrêmement forts, ainsi que des accords bilatéraux... L'essentiel est d'aller de l'avant, de ne pas laisser figer les choses. On ne peut pas avancer tous du même pas à 25, 27 ou 30. Certains iront vers plus d'unité, d'intégration, d'autres les rejoindront ensuite, dans ce système intégré dirigé contre personne et bâti dans un souci de paix et de rapprochement des peuples.

## Pensez-vous que les « petits pays » de l'UE vont accepter ce système ? Serait-ce possible sans leur accord ?

Peut-être pas mais d'autres peuvent l'envisager. Personne ne sera forcé et personne ne subira d'inconvénient. Par exemple, le Royaume-Uni et le Danemark fonctionnent très bien sans l'Euro. Le noyau dur conviendra de s'imposer certaines règles à lui-même et pas aux autres car tous ne vont pas à la même vitesse. De plus, les pays n'ont pas le même niveau et il sera difficile de garder la règle de l'unanimité. Je pense qu'il faudra que la majorité devienne la règle car vu le nombre de pays dans l'Europe, il y en aura toujours un pour s'opposer à quelque chose et il faut laisser la liberté à certains d'aller de l'avant à condition qu'ils ne nuisent pas aux autres.

## Selon vous, comment l'UE peut-elle gérer la question de la Turquie ?

Cela me paraît simple dans le principe : l'UE ne doit pas poser le principe que la Turquie ne peut pas entrer en son sein, elle a vocation à entrer dans l'UE au terme des négociations qu'il faut reprendre d'urgence. Elle y a sa place et si elle ne la prenait pas, ce serait dommageable pour elle comme pour l'UE. Si elle devait ne pas prendre sa place, ce serait parce que les Turcs auront choisi de ne pas s'adapter à certaines règles de démocratie, d'assainissement économique. Or à ce jour, d'énormes efforts sont faits par les Turcs pour s'adapter à ces règles et tous les espoirs restent permis.

## Quelle est la raison principale du refus des pays membres de l'UE ?

Deux visions s'opposent et la première est cartésienne : « Où s'arrête l'Europe ? » Il faut bien qu'elle s'arrête quelque part. Et plus on est nombreux moins ça marche, surtout si c'est un grand pays qui doit entrer.

L'autre raison n'est pas du tout cartésienne, c'est la peur subjective qui consiste à assimiler la spécificité musulmane de la Turquie à l'islamisme ambiant, sans bien savoir ce que recouvre la spécificité musulmane de la Turquie, méconnue par les Européens. De même que les pays catholiques ne sont pas des pays identiques, les pays musulmans ne se ressemblent pas. Une image négative de la Turquie est volontairement présentée à la population par certains responsables politiques. Cette crise souterraine aiguë et violente montre les chocs de civilisations et l'intégration de la Turquie démentirait cette idée de choc de civilisations. C'est pour cela que son entrée me paraît fondamentale. Et cette idée simpliste a son revers : si l'islam était le terrorisme, cela consacrerait le principe qu'il n'y a pas de choc de civilisations et que l'islam a sa place dans une communauté de nations aux côtés des chrétiens – protestants, anglicans et catholiques qui se sont battus entre eux dans le passé. D'ailleurs la Turquie donne un bel exemple d'ouverture en entretenant des relations constructives,



Régis Paranque

pacifiques et intelligentes avec Israël et elle pourrait s'entendre avec des pays chrétiens européens de la même manière. La Turquie est un pont, un lien avec l'Orient. N'oublions pas les aspects économiques : la Turquie est un pays de 70 millions de consommateurs. Or, à chaque élargissement de l'Europe, tout le monde en a bénéficié, les Espagnols ont pu ainsi consolider leur démocratie et développer leur économie. Sur tous les plans, je trouve l'adhésion de la Turquie positive. Sur le plan culturel, les liens sont très anciens mais on les laisse se distendre, ce qui finit par donner : « Vous voyez, ils ne sont pas comme nous ». Plus on le dit, plus les liens se distendent, l'amertume apparaît du côté turc et on dit à nouveau « Vous voyez, ils sont tellement différents de nous. » C'est un cercle vicieux qu'il faut briser.

## Comment avez-vous trouvé notre journal ? Avant de venir, pensiez-vous qu'en Turquie il existait un journal français ?

J'ignorais complètement l'existence d'*Aujourd'hui la Turquie*. C'est une surprise très agréable, on voit combien la Turquie est culturellement proche de l'Europe. Je regrette que la Chambre de commerce française ne nous l'ait pas présenté, je leur demanderai pourquoi nous ne l'avons pas eu dès notre arrivée.

\* Propos recueillis par Burcu Turan

## La Turquie, quatrième au classement des transferts européens

Le football turc avait fait un grand forcing au début des années 2000, avec la victoire de Galatasaray en coupe de l'UEFA et à la super-coupe, puis la place de troisième de l'équipe nationale lors de la coupe du monde 2002. Cette fois-ci, Fenerbahçe a atteint les quarts de finale de la ligue des champions lors de la saison 2007-2008, et la Turquie a été dans les quatre premiers de la coupe de l'UEFA. Tous ces événements ont eu un écho dans le monde du football, surtout européen, et la Turquie a su ainsi trouver une visibilité en matière de ballon rond.



\* Kemal Belgin

Avant que les rencontres sportives ne commencent sur le terrain, les transferts représentent un moment très important du football. Cela signifie de nouveaux entraîneurs et directeurs techniques qui vont entraîner et diriger de nouveaux joueurs, et apporter de nouvelles choses aux clubs. Et sur ce point, nous voyons que la Turquie a pris place dans les premiers rangs, derrière l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre, qui sont considérées comme les meilleures dans le domaine. Même l'Allemagne, un des patrons du football, reste derrière les grands transferts faits par les clubs turcs.

Regardons de plus près ce qu'ont fait nos clubs avant d'entamer la nouvelle saison... Fenerbahçe a intégré dans son équipe le directeur technique de l'équipe nationale espagnole, championne d'Europe, Luis Aragones, ainsi que le buteur de la ligue espagnole, Dani Guiza. Il a aussi réussi le transfert du joueur turc Emre Belezoglu, qui évoluait dans l'équipe anglaise de Newcastle United. Le coût total est quasiment de 55 millions d'euros. Quant à Galatasaray, l'équipe rouge et jaune a ajouté à son effectif l'international portugais et capitaine de Stuttgart Meira, le gardien international italien De Sanctis, provenant du FC-Séville, et l'international australien Kewell qui quitte l'équipe anglaise de Liverpool. Le coût total est de 25 millions d'euros. Beşiktaş a transféré les internationaux slovaques du club d'Udinese Sivok et Zapotonoc et l'international croate Serić pour un montant de 20 millions d'euros. Les rouge et bleu de la mer Noire, Trabzonspor, ont quant à eux réussi à attirer le gardien lensois Sylva, après une longue lutte.



Luis Aragones

Si l'on additionne le tout, les quatre clubs ont dépensé un peu plus de 100 millions d'euros, et ont ainsi positionné la Turquie au quatrième rang européen pour les transferts.

\* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

# Les politiques industrielles de la Turquie

Afin que notre pays puisse développer son économie et sa force concurrentielle à long terme, il lui faut renforcer sa capacité technologique, augmenter sa productivité avec des nouveautés technologiques et transformer sa structure de production et d'exportation en produits riches en technologie. Cette transformation nécessite une stratégie de développement et de vastes politiques industrielles, technologiques et d'innovation.

Une politique industrielle tient compte du développement du milieu de travail des sociétés, indépendamment de la grandeur, du statut légal, de l'activité et des lieux d'installation. Dans ce cadre, elle a pour objectif de développer le milieu de travail ouvert à la concurrence où les entrepreneurs et les entreprises pourront prendre des initiatives, créer des ouvertures et utiliser leurs potentiels.

La politique industrielle n'est pas une politique indépendante. C'est un domaine en aval, en rapport avec divers domaines, tels que le commerce extérieur, l'investissement, la technologie, les PME, les incitations, la qualité, l'environnement, la force de travail, la concurrence. La mise en œuvre de cette politique avec des stratégies conformes et le développement de politiques sectorielles à haute capacité concurrentielle, en mettant en valeur les nouvelles propositions venant de la base, seront parmi les activités fondamentales de notre ministère.

Notre stratégie industrielle se fonde sur 4 bases : assurer un milieu de travail durable pour nos entrepreneurs ; définir et appliquer les incitations adéquates qui permettront de pallier les défaillances



Zafer Çağlayan

passagères du marché ; assurer le dialogue et la coopération entre le secteur privé et le secteur public ; développer les groupes qui permettront de mettre notre pays en avant dans la concurrence mondiale et prendre les mesures préventives nécessaires.

Les politiques industrielles comptent parmi les instruments qui permettent la coordination dans l'intégration de l'économie turque à la mondialisation. Sur ce point, les politiques industrielles ne veulent pas dire le soutien par l'État de certains secteurs ou la protection par l'État de certaines entreprises ; elles signifient la définition conjointe, par l'État et par le secteur privé, des politiques destinées à augmenter la force concurrentielle.

Pour la Turquie, une bonne stratégie industrielle doit inclure les éléments suivants : il faut que l'objectif de concurrence mondiale soit au centre ; les objectifs à long et à court termes doivent être en harmonie ; l'économie de marché doit être prise comme base ; il faut viser une croissance durable qui crée un grand nombre d'emplois ; il faut augmenter la productivité de la main-d'œuvre ; il faut déterminer et regrouper les secteurs ayant une force concurrentielle ; il faut élaborer des politiques destinées non pas uniquement à la production, mais à tous les maillons en aval et en amont de la chaîne, depuis l'agriculture, le commerce, jusqu'aux services ; il faut faire de l'utilisation de la technologie et de l'innovation des éléments naturels inhérents au travail ; il faut percevoir et résoudre les services infrastructurels qui leur sont nécessaires (éducation, santé, transports, télécommunications, énergie, environnement, etc.) ; les entrepreneurs qui



travaillent en conformité avec tous ces objectifs doivent être soutenus par des incitations adéquates et des méthodes en harmonie avec nos engagements internationaux.

Un des instruments efficaces dans la mise en œuvre de politiques industrielles actives, c'est le système des incitations. Pour le bon fonctionnement des politiques industrielles, il faut restructurer le système des incitations dans le sens des objectifs stratégiques.

La particularité déterminante de la nouvelle conception doit être d'inciter à une base industrielle capable de concurrencer l'économie mondiale. Dans la rénovation du système d'incitation, il faut soutenir les activités qui vont augmenter la productivité.

Les incitations créent des domaines d'investissement rentables, incitent aux investissements que le secteur privé ne peut réaliser seul. Cependant, afin de distinguer les projets viables à moyen et à long termes, il est nécessaire d'avoir des méthodes telles que la discipline du marché. Les incitations doivent être accordées en échange d'engagements sur les investissements, la capacité, la formation de main-d'œuvre, etc. et l'évolution de ceux-ci doit faire l'objet d'un suivi. Pour un système d'incitation efficace, il faut d'abord établir un inventaire industriel.

Il faudra déterminer les secteurs qui assurent une haute valeur ajoutée, qui sont ouverts à la haute technologie et à la force concurrentielle, et il faudra les définir en tant que secteurs prioritaires de la Turquie. En élaborant son inventaire industriel et sa stratégie, la Turquie doit aussi être un pays qui étudie quel système d'incitation établir.

Nous pouvons donc résumer certains projets

prévus pour 2008 du ministère de l'Industrie et du Commerce :

- Les instruments financiers seront diversifiés et l'accès au financement des entreprises, dont en priorité les PME, sera facilité.
- Afin d'assurer l'efficacité du système de propriété intellectuelle, on renforcera la capacité institutionnelle, on assurera une coopération et une coordination. Interinstitutionnelles, on créera une réelle culture des droits intellectuels.
- On appliquera des sanctions dissuasives pour lutter contre les démarches réduisant, empêchant ou supprimant la concurrence, et on poursuivra les travaux en vue de développer la culture de la compétitivité.
- On augmentera les supports destinés à développer la collaboration entre le secteur privé, les universités et les organismes de recherches, on assurera l'efficacité des travaux de R&D.
- Dans le processus d'adhésion à l'UE, on donnera la priorité à la transformation des structures institutionnelles et administratives.
- On initiera une démarche pour augmenter l'exportation industrielle, avec les secteurs de moyenne et de haute technologie en tête.
- On essaiera de faire de la Turquie un centre productif pour les secteurs de l'automobile, des appareils ménagers, des machines et de l'électronique, qui ont un niveau de moyenne et de haute technologie.
- On rendra plus actifs les systèmes d'accréditation, d'évaluation de la conformité et de surveillance de marché.
- On soutiendra la transformation des secteurs traditionnels en une structure harmonieuse avec la concurrence internationale.
- Dans le secteur des services commerciaux : on procédera à une restructuration qui protège la concurrence et le consommateur, qui soutient la production et la productivité, qui accroît la qualité.

\* Zafer Çağlayan,  
Ministre de l'Industrie et du Commerce

## À la rencontre des « gueules noires » de Zonguldak

Dans cette région de la mer Noire, à environ 350 kilomètres d'Istanbul, 10 300 « gueules noires » et leurs familles, soit quelque 50 000 personnes, vivent grâce à la richesse extraite du sous-sol.

Les premières traces de charbon sont découvertes par un certain Uzun Mehmet le 8 novembre 1829 et les délimitations du bassin houiller établies 20 ans plus tard. Le contrôle des exploitations se fait durant la guerre de Crimée par les Anglais et les Français. Entre 1854 et 1920, ces derniers viennent apporter leur savoir-faire dans ce domaine comme, par exemple, la construction de corons, ces habitations ouvrières typiques destinées aux familles de mineurs. De nombreux Grecs et Arméniens forment les équipes des premières années pour subvenir aux besoins humains. En 1924, la première école d'ingénieurs des mines ouvre ses portes à Zonguldak. Depuis toujours, ni femmes, ni jeunes non majeurs ne travaillent au fond des mines turques.



Comme dans toute exploitation minière, le risque de coup de grisou existe. Entre 1939 et 1992, 9 explosions ont coûté la vie à 536 personnes... La plus importante date du 3 mars 1992 : son bilan se monte à 263 décès, le plus lourd de tous les temps dans ce secteur.

En 1991, les mineurs de Zonguldak organisèrent la plus importante marche ouvrière du pays : après 4 semaines de grève, près de 150 000 personnes, hommes et familles, se rendirent à pied jusqu'à Ankara entre le 4 et le 8 janvier afin de faire pression auprès des pouvoirs publics pour faire entendre leurs revendications.

5 mines sont en activité à ce jour : Üzülmöz, Kozlu, Karadan la plus grande, Kandilli et celle d'Amasra dans la ville du même nom, la plus petite.

Durant la période glorieuse, en 1980, la main-d'œuvre totale se monte à... 30 000 personnes qui extraient annuellement 6 600 000 tonnes de houille non lavée.

Üzülmöz, c'est la mine que j'ai découverte.

2500 personnes y travaillent, dont 2000 au fond et 500 au jour... Son exploitation démarre au début du vingtième siècle. 1800 tonnes de charbon en sont extraites, soit 1200 tonnes après lavage. Sur l'ensemble des sites, ce sont 2 500 000 tonnes destinées à la vente qui ont été extraites en 2007.

C'est un univers empli d'une odeur particulière, et où la machine remonte le temps. Vêtue d'une tenue de mineur où la lampe et le grisoumètre sont indispensables, c'est la descente à plus de 300 mètres avec l'ascenseur qui m'envoie 100 ans plus tôt. Il faut emprunter un train miniature où l'on courbe l'échine pour entrer. Une dizaine de minutes de trajet avant d'emprunter à pied un long chemin sombre et boueux pour atteindre... un wagonnet sur lequel il va falloir grimper avant d'escalader des tas de charbon pour arriver à la partie exploitée.

Pour atteindre le précieux filon, des puits sont forés à la verticale, le système de liaison avec la surface est mis en place ; dans les « salles » qui vont être traitées, on installe un système d'étais pour soutenir les plafonds et éviter les affaissements. Les différentes veines de charbon sont creusées à l'horizontale et la houille récoltée est emportée par des bandes



transporteuses vers les wagonnets qui, une fois remplis, seront ramenés à la surface par un système d'ascenseurs, où elle sera lavée.

Je ne pourrai jamais oublier les visages de ces hommes côtoyés durant deux bonnes heures au fond. Malgré des conditions de travail pénibles dans le noir et la poussière, ils gardent le sourire et la bonne humeur.

Les « gueules noires » turques ont encore des années de labeur devant elles, 28 kilomètres de galeries restent à exploiter. Le Premier ministre turc s'est rendu début juillet 2008 à la mine de Kozlu et a promis l'embauche de 3000 mineurs pour compenser des départs à la retraite.

\* Texte et photos : Nathalie Ritzmann

# Istanbul, ville financière du Sultan Fatih



\* Selda Atik

Le projet de faire d'Istanbul un centre financier est toujours à l'ordre du jour avec une réunion réalisée le 31 juillet. À cette réunion présidée par Nazım Ekren, ministre d'État ont participé les re-

présentants des organismes et des institutions de l'économie et les leaders des organisations non gouvernementales. La thèse qui est défendue concernant le projet est que « le projet soit extrêmement correct du point de vue de la temporisation après la crise des subprimes mortgage vécue aux États-Unis. »

Malgré le grand nombre de points de vue différents concernant le sujet, on peut noter qu'Istanbul, avec sa Bourse qui se développe, devient un important centre financier international. Toutefois, la grandeur d'une ville et sa position géographique ne suffisent malheureusement pas à faire d'elle, du point de vue des marchés monétaires, l'un des plus grands centres du monde. Le fait qu'il y ait beaucoup de choses à faire à ce propos au sujet Istanbul et que le projet soit développé est important compte tenu de sa pérennité.

Ce projet découle d'une étude réalisée par Deloitte Danışmanlık A.Ş pour l'Union des Ban-

ques de Turquie (TBB) et, selon cette étude, le projet coûterait 2 milliards d'euros. Il est prévu que la ville domine la région dans dix ans et qu'elle réalise un profit de 20 milliards d'euros par an.

Toutefois, lorsque nous analysons l'aspect actuel d'Istanbul, on trouve des lacunes d'infrastructure, des problèmes d'eau qui se multiplient ces dernières années, l'urgence de régler au plus tôt les problèmes des transports de la ville et la planification d'un nombre suffisant d'espaces verts, de parcs et de centres sportifs. En dehors de cela, les sujets tels que le milieu juridique, le milieu financier, l'environnement organisationnel et le milieu professionnel (bureaucratie, vitesse, etc.) sont parmi les points à améliorer. Quant à l'autre problème, c'est le déménagement ou non à Istanbul des organismes et des établissements financiers c'est-à-dire de la Banque centrale et des banques publiques. Alors que le ministre d'État Nazım Ekren affirme que cette situation ne va pas représenter un problème, le Président du TMSF (Fonds d'Assurance des Dépôts d'Épargne), Ahmet Ertürk, estime que si les organismes et les banques comme la Ziraat Bankası, la Halk Bankası, la Vakıflar Bankası, le SPK (Conseil des marchés de capitaux), le BDDK (Organisme de régulation et de contrôle des affaires

bancaires) et la Banque centrale ne sont pas déménagés à Istanbul, non seulement celle-ci ne pourrait être le centre financier du monde mais elle ne pourrait même pas être le centre financier de la Turquie. Évidemment, cette déclaration rend indispensable le calcul des coûts de transfert.

Après que tous les problèmes dont on parle seront surmontés, on estime que ce projet enrichira le PIB (Produit Intérieur Brut) de 20 milliards de dollars en 2025 et donnera un emploi à 150 000 personnes, ce qui n'est nullement négligeable pour la Turquie.

En dehors des chiffres, ce projet sera bénéfique à la Turquie dans les domaines suivants :

- Adhésion de la Turquie à l'UE
- Développement des sociétés turques (spécialement des PME)
- Population jeune (en raison des offres d'emploi)
- Agglomération d'Istanbul
- Sociétés travaillant sur les marchés financiers turcs
- Banque centrale et autorités organisationnelles
- Main-d'œuvre qualifiée vivant à l'étranger
- Organismes turcs de culture et d'art.

Actuellement, Istanbul ne figure même pas parmi les 50 premières places financières mondiales.



En mettant en œuvre au plus vite les investissements en question, ce processus peut permettre à cette belle ville, qui assure la synthèse Est-Ouest de la Turquie, de changer d'aspect et d'assurer l'avenir économique du reste du pays.

On peut comprendre les inquiétudes de ceux qui sont nostalgiques comme moi : cette ville attire des millions d'étrangers chaque année avec l'histoire d'Istanbul, ses beautés culturelles et son air mystique. Je crois qu'aucun Stambouliote ne voudrait que sa ville, celle de mon enfance, change d'aspect et se transforme en une ville ultramoderne comme Dubaï. Pour cette raison, le fait que le changement se fasse sans endommager le tissu social de la ville et que l'image d'Istanbul, riche de traditions séculaires, ne soit pas détériorée aux yeux du monde est parmi les conditions sine qua non. Pour cela, je ne peux oublier le proverbe turc qui dit : « Il est possible de perdre le boulgour de chez soi en partant chercher le riz à Dimyat. »

\* Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Başkent

## Le cadre et l'importance du programme d'aide à la Turquie par l'UE

*Dans le cadre des festivités de la fin du programme de réhabilitation des quartiers de Fener et Balat à Istanbul, nous avons rencontré Monsieur Marc Pierini, ambassadeur de l'Union européenne, qui a bien voulu répondre à nos questions.*

**Monsieur l'ambassadeur, à quelles occasions ont eu lieu vos visites à Istanbul ? Quels sont les principaux programmes d'aide dont bénéficie cette ville ?**

Je viens à Istanbul environ douze à quinze fois par an, qu'il s'agisse de contacts avec les milieux d'affaires, les médias, les universités et centres de recherches ou les ONG, de visites de projets, de conférences et, bien sûr, aussi lors des visites officielles, telle celle du président José Manuel Barroso en avril dernier. Il est nécessaire pour un ambassadeur en poste à Ankara de venir prendre le pouls de la capitale économique du pays. Cela permet également de connaître cette capitale culturelle, si vaste et si diversifiée.

Bien entendu, l'UE, dans le cadre du programme de préadhésion qu'elle met en œuvre en Turquie, a de multiples projets à Istanbul. Nous disposons également d'un centre d'information de l'UE, situé à Taksim, et qui répond à toutes les sollicitations du public, des entreprises, des universités, etc.

Concernant la Commission, qui fournit des dons, je peux citer des écoles primaires, le centre social de Tarlabası, le système de contrôle de la navigation locale sur le Bosphore et la mer de Marmara ou encore l'appui à Istanbul 2010 Capitale européenne de la culture.

Quant à la Banque européenne d'investissement, qui accorde des prêts, je peux citer les financements du réseau ferré régional (Marmaray et autres) ou encore l'expansion de la flotte de Turkish Airlines.

**D'autres projets de rénovation de quartiers sont en cours à Istanbul (Süleymaniye, Eminönü, Tarlabası) ; l'UE va-t-elle également apporter sa contribution financière et où en est-on si c'est le cas ?**

Le projet de réhabilitation des quartiers historiques de Fener-Balat, financé par l'UE est, comme tous les autres que la Commission européenne met en œuvre en Turquie, un « projet de démonstration ». Il s'agit de transférer un savoir-faire, de montrer un chemin, et non pas de se substituer à l'autorité publique. Dans ce cas précis, le savoir-faire concerne les méthodes de rénovation, la compatibilité entre la rénovation du patrimoine historique et la vie quotidienne des habitants, la concertation systématique avec ceux-ci, la création d'un centre social destiné aux femmes et aux enfants ou encore la mise au point d'une politique de gestion des déchets solides.

Il appartient ensuite aux autorités de la municipalité de Fatih et de celle du Grand Istanbul de répliquer cette méthodologie dans d'autres lieux.

Je remarque à ce propos que le récent rapport de la Commission du patrimoine mondial de l'UNESCO, qui est assez critique sur la politique de gestion du patrimoine par la ville d'Istanbul, considère que le projet de l'UE à Fener-Balat est exemplaire.

Pour ce qui est d'autres financements, les décisions relèvent des autorités gouvernementales turques dans le cadre d'un exercice de programmation des financements de préadhésion. Ce n'est donc pas la Commission européenne seule qui choisit les projets qu'elle souhaite financer.

**Dans quel cadre l'UE finance des travaux en Turquie ?**

Les financements européens en Turquie relèvent de la politique dite de « préadhésion », qui découle de la décision unanime du Conseil des ministres de l'UE de lancer des négociations avec la Turquie en vue de son adhésion à l'Union européenne. Nous sommes donc sur un terrain politique parfaitement bien défini. La combinaison d'une négociation d'adhésion et de programmes financiers de préparation à l'adhésion est exactement la même politique qui a été suivie dans le cas des pays d'Europe centrale ou qui est suivie actuellement avec la Croatie.

**Que pensez-vous de l'avancement du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE ?**

Le processus de négociation en vue de l'adhésion de la Turquie a été lancé concrètement en octobre 2005 et il se poursuit à un rythme régulier. Le cadre des négociations est parfaitement défini et accepté par tous les interlocuteurs, la Turquie comme les 27 États membres de l'Union. La conditionnalité de la négociation est, elle aussi, bien connue : elle repose sur les critères politiques – dits critères de Copenhague – et sur les 35 chapitres qui forment ce qu'il est convenu d'appeler « l'acquis communautaire ».

Dans toute négociation, il est permis de penser qu'elle pourrait aller plus vite. Dans le cas de la Turquie, il s'agit d'un processus de longue haleine car l'absorption de l'acquis est une tâche ardue, qui requiert de multiples réformes structurelles et politiques. Dans nombre de cas, il faut changer des lois, adapter des procédures, changer des équipements et, surtout, il faut faire évoluer les mentalités. Cela ne se fait pas en un jour, ni même en un an.

Dans toute négociation, il est permis de penser qu'elle pourrait aller plus vite. Dans le cas de la Turquie, il s'agit d'un processus de longue haleine car l'absorption de l'acquis est une tâche ardue, qui requiert de multiples réformes structurelles et politiques. Dans nombre de cas, il faut changer des lois, adapter des procédures, changer des équipements et, surtout, il faut faire évoluer les mentalités. Cela ne se fait pas en un jour, ni même en un an.

Dans toute négociation, il est permis de penser qu'elle pourrait aller plus vite. Dans le cas de la Turquie, il s'agit d'un processus de longue haleine car l'absorption de l'acquis est une tâche ardue, qui requiert de multiples réformes structurelles et politiques. Dans nombre de cas, il faut changer des lois, adapter des procédures, changer des équipements et, surtout, il faut faire évoluer les mentalités. Cela ne se fait pas en un jour, ni même en un an.

**Pensez-vous que les encouragements – notamment financiers – dans cette perspective sont à la hauteur des efforts accomplis par le pays ?**

Le niveau d'un programme financier de préadhésion est toujours le sujet d'une divergence de vues entre l'Union et le pays en négociation. Ce n'est par définition jamais assez. Remarquons tout de même que le programme de préadhésion géré par la Commission européenne a quasiment atteint le seuil des 500 millions d'euros – en subventions, je le rappelle – en 2007 et qu'il continuera de progresser chaque année pour atteindre 780 millions d'euros en 2011.

Compte tenu de la durée des projets – trois à quatre ans en moyenne – cela représente aujourd'hui un portefeuille de quelque 200 projets actifs d'une valeur totale de plus d'un milliard et demi d'euros, auxquels s'ajoutent les prêts de la BEI pour environ deux milliards d'euros par an. Il s'agit donc d'un effort important, soutenu et croissant qui vient appuyer les réformes décidées par les autorités turques.

**Dans le cadre du contexte politique actuel dans ce pays, quelle devrait-être l'attitude de l'UE ?**

Le débat politique actuel fait partie de la dynamique de la démocratie turque. L'UE n'y est pas partie prenante et ne saurait s'y impliquer, notamment dans ses aspects judiciaires. Rappelons-nous toutefois que la Turquie négocie actuellement son adhésion à l'UE. Donc, par définition et – je le souligne – par consentement mutuel, l'Union observe avec acuité ce qui se passe en Turquie dans la perspective d'une adhésion future.

Dans ce cadre, il est tout à fait normal que la Commission européenne analyse avec une attention extrême ces développements, notamment dans la perspective de l'élaboration de son rapport annuel qu'elle publiera en novembre prochain, et qu'elle les apprécie à la lumière des critères politiques et de l'acquis communautaire.

\* Texte et photos : Nathalie Ritzmann



# Quel avenir pour les relations franco-turques ?



\* Mehmet Seyfettin Erol

La présidence tournante française de l'UE, que la France reprend à la Slovaquie à partir du premier juillet, est d'une grande importance pour la Turquie. Si, ces dernières années, les problèmes entre les deux capitales ont pris le dessus sur leur coopération, la profondeur historique des relations entre les deux pays, leur géographie, les perceptions communes de menaces et d'intérêts font qu'il existe également un potentiel de collaboration plus fort et plus proche pour l'avenir. Par ailleurs, il est vrai que ce potentiel a du mal à se manifester au milieu d'un enchevêtrement de problèmes. Par conséquent, dans notre analyse, nous allons tenter de mettre en évidence ce potentiel existant pour

l'avenir, en forçant toutes les circonstances et limites, et essayer de « défier le sort » sur la ligne Ankara-Paris. En faisant cela, nous allons essayer de poser les problèmes dans toute leur réalité, avant de nous arrêter sur la feuille de route nécessaire pour les dépasser. Tout d'abord, l'arrière-plan historique entre les deux pays et leurs peuples n'est pas aussi hostile que certains voudraient le faire croire. Pour le peuple turc, la France n'a jamais été comme une Russie ou comme une Grande-Bretagne. En effet, dans les relations Turquie-France, qui se prolongent depuis les Ottomans, l'image de la France en Turquie a longtemps été positive. On ne peut nier le poids culturel philosophique et linguistique de la France en Turquie. Dans ce cadre, durant de longues années, le français y a été la langue la plus cotée. Les mots « pardon », « monsieur » et « merci » étaient parmi ceux les plus utilisés du vocabulaire français incontournable pour les Turcs. À tel point que, même de nos jours, dans un cercle qui va de l'intellectuel jusqu'à l'homme de la rue, on utilise « pardon » au lieu de « affedersiniz », et « merci » au lieu de « teşekkür », même si c'est moins répandu. Ces deux mots se sont donc installés dans la langue turque et en font partie. De même, la grande majorité de ceux qui se rendent dans le quartier d'Eyüp Sultan, à Istanbul, se rendent sans faute au café du fameux écrivain et orientaliste français Pierre Loti, réputé pour être un « grand ami des Turcs », et c'est là qu'ils boivent leur café pour se reposer l'esprit. Là, en se murmurant

des mots d'amour, les jeunes filles et garçons deviennent encore une fois les témoins de l'amour de Pierre Loti. C'est en effet pour cela que l'esprit de Monsieur Loti et la colline et le Café Pierre Loti qui portent son nom (ancien café de Rabia Kadın), ont été témoins de nombreuses amours. Cette colline et ce café sont, par cet aspect, un vrai symbole de l'amour que le peuple turc porte à ses amis... La France n'est pas uniquement connue pour sa culture, mais en même temps pour la politique qu'elle a suivie à l'encontre de la Turquie durant les années de la Lutte nationale (1919-1923). En effet,

durant le processus de l'instauration de la République, la France s'est dressée contre nous d'abord en tant qu'occupant et en tant qu'ennemi, mais nombre de personnes ayant lu l'histoire de la République savent aussi qu'au bout d'un certain temps, elle a apporté un soutien indirect à la Lutte nationale et a été le premier pays occidental à reconnaître le Pacte national et le Gouvernement d'Ankara à travers la Convention d'Ankara (le 20 octobre 1921). Avec cette politique et avec une approche pragmatique et réaliste, la France a montré dès le départ sa volonté de développer ses relations avec la nouvelle République de Turquie d'une manière attentive, de trouver une issue aux problèmes existant entre les deux pays, en veillant de la meilleure manière sur ses propres intérêts. Si on prend en considération les relations franco-ottomanes, on voit que la France était plus expérimentée sur la question que les autres pays occidentaux et que c'est cette expérience qui a déterminé sa position dans ce processus.

D'autre part, il n'est pas possible d'affirmer que les relations franco-turques sont sans problèmes. Les développements enregistrés sur la ligne Ankara-Paris, ces dernières années notamment, et plus particulièrement les fluctuations vécues par la France entre les réalités géostratégiques, d'une part, et ses sensibilités et sa politique intérieure, de l'autre, portent des coups à l'arrière-plan historique susmentionné des relations franco-turques et déprécient l'image de la France aux yeux du peuple turc. En effet, la première chose qui vient à l'esprit lorsqu'on parle aujourd'hui des relations turco-françaises, c'est sans aucun doute la diaspora arménienne de France et les décisions sur le prétendu « génocide » prises par l'Assemblée nationale française à l'encontre de la Turquie. Pour parler franchement, l'adoption par l'Assemblée nationale française, en 2001, du projet de loi notant que « la France reconnaît le génocide dont les Arméniens ont été victimes en 1915 », suivie, en 2006, du vote du projet de loi faisant de « la négation du génocide arménien, un délit » constituent l'obstacle le plus important aux relations franco-turques. Ces deux votes ont provoqué un grand séisme dans la mémoire collective et on en constate encore les répercussions sur les relations politiques, économiques, et sécuritaires. Dans ce cadre, le signal le plus manifeste est celui du boycottage de la France pratiqué en priorité par les Forces armées turques. De même, l'obstacle à l'adhésion à part entière de la Turquie à l'UE, qui commence presque à s'assimiler au président de la République française, Nicolas Sarkozy, et la recherche d'autres propositions de subs-

titution, telles que le « statut privilégié », portent un grand préjudice à l'image de la France en Turquie. La condition d'un référendum pour les nouvelles adhésions à l'UE est franchement perçue par le peuple turc comme un nouvel « obstacle » posé par Paris à l'adhésion de la Turquie à l'UE. En plus de cela, l'attitude de la France par rapport à l'organisation PKK et sa politique kurde dans la région ne soulèvent pas non plus la sympathie d'Ankara ni du peuple turc. Le fait de présenter les membres de l'organisation PKK comme « des combattants de la liberté » et de re-

fléter l'approche de la Turquie au « problème kurde » de manière très différente, n'échappe pas non plus à l'attention. Dans ce cas, les relations turco-françaises vont-elles rester ombragées par ces derniers développements ? Combien de temps encore ces faits négatifs vont-ils déterminer les

relations entre les deux pays ? Quand le bon sens reprendra-t-il le dessus entre Ankara et Paris ?

Malgré les développements négatifs récents, la coopération entre les deux pays et le fait que des éléments communs de l'actualité et des convictions commencent à se former dans ce sens nous indiquent franchement qu'il n'y a pas lieu d'être trop pessimiste pour l'avenir. Dans ce cadre, le projet de « l'Union pour la Méditerranée », qui ouvre une nouvelle période et une nouvelle conception dans les relations Turquie-France, occupe une place relativement importante. Ce projet est un indicateur de ce que deux puissances actives au sein du Moyen-Orient et en Méditerranée peuvent faire pour la stabilité, la paix et le développement de la région. À une époque où alternent la confiance et la suspicion envers l'Occident pour ce qui est de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le fait qu'un pays comme la Turquie, qui constitue un élément de confiance, prenne place dans un tel projet est une référence pour toute l'Europe dont, sans aucun doute, la France en priorité. Toutes les parties admettent que, sans la Turquie, ce projet ne peut se réaliser et sera condamné à rester utopique. D'ailleurs, la mission que la Turquie a assumée ces derniers temps, dans le processus du dialogue interreligieux entre le monde musulman et le monde chrétien le montre fort bien. La Turquie a prouvé encore une fois au monde entier qu'elle est réellement un pont entre l'Orient et l'Occident. De même, la contribution et l'approche positives de la Turquie dans le renforcement de la défense de l'UE à travers le développement de la coopération entre l'UE et l'OTAN sont très importantes du point de vue des relations franco-turques et plus particulièrement, du point de vue de la réussite de la présidence tournante française de l'UE. Aujourd'hui, face aux nouvelles perceptions de menaces après la fin de la guerre froide et face à une Russie qui gagne en puissance, l'importance de la Turquie est admise sans laisser place à la contestation.

De nos jours, les relations franco-turques se déroulent prioritairement dans un cadre

minimal à trois volets, constitués par l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique du Nord / le Moyen-Orient. Pendant que la région du Caucase tient une place relative, il est quasiment impossible de parler de relations franco-turques pour les autres régions de la géographie eurasiennne. Or, dans la période de l'après-guerre froide, et notamment après le 11 septembre, celles-ci font l'objet de rapports de forces particulièrement complexes et sont la scène d'une lutte entre ces forces. Les ressources énergétiques de cette région sont d'une grande importance pour l'avenir de l'Europe. Dans ce cadre, la sécurité énergétique est une matière stratégique prioritaire du point de vue de l'Europe, dont particulièrement la Turquie et la France. Dans cette perspective, le poids important de la Turquie dans le monde musulman et le poids de la France dans la politique de l'UE et de l'Occident se manifestent, en fait, en tant que des potentialités qui devraient se compléter mutuellement, l'important étant d'activer ce potentiel. Dans ce cas, quelle stratégie faut-il mettre en œuvre, quelle doit être la feuille de route à suivre ? La stratégie à mettre en œuvre peut être résumée comme suit :

1. Il faut commencer les relations par les points communs et les points d'accord. En effet, une stratégie qui se concentre sur – ou qui commence par – des « résolutions de problèmes » ne pourrait que saboter l'avenir des relations. Par conséquent, pour un nouvel élan à développer en vue d'une coopération puissante, la priorité ne doit pas être à la résolution de problèmes (provenant du passé) existant dans les relations et, dans la mesure du possible, il faut éviter de les aborder.
2. Il faut redéfinir les relations et, dès le départ, les parties doivent exprimer clairement leurs attentes de ces relations.
3. Dans les relations bilatérales, il faut mettre en avant les potentiels communs.
4. Dans le nouveau processus, il faut que les parties évitent en particulier toute activité et tout discours susceptibles de ramener à l'ordre du jour la question de la confiance réciproque.
5. Les démarches concrètes en vue de résoudre la crise de confiance qui s'est manifestée antérieurement entre les parties ne doivent être entreprises qu'en dernier recours, progressivement et si nécessaire. De toute manière, durant le processus, on se rendra compte du peu d'importance de ces problèmes et les intérêts supérieurs

communs des deux pays combleront d'eux-mêmes les espaces problématiques.

En conclusion, les développements en politique internationale faisant suite à l'achèvement de la guerre froide et au 11 septembre, l'environnement géopolitique et les priorités stratégiques imposent une nouvelle évaluation des relations franco-turques. Dans le cadre des perceptions de menace communes et des nouveaux domaines d'entente, le fait d'unir les potentiels qu'ont la Turquie et la France peut conduire Ankara et Paris plus loin dans l'arène de la politique internationale. Dans cette perspective, la colline de Pierre Loti qui est le symbole de l'amour entre Loti et Aziadé ne pourrait-elle pas devenir le symbole d'une nouvelle étape entre la Turquie et la France ? La présidence tournante française de l'UE est une bonne occasion de voir cet amour se raviver entre les deux capitales...

\* Dr. Mehmet Seyfettin Erol, maître de conférence  
Département des relations internationales  
de l'Université de Gazi  
Photo : Yasemin Akinci

**Droit aux Clubs pour tous !**

TURQUIE  
Club Marmara  
Kimeros Hôtel  
**339€\***  
7 nuits en formule "tout compris", vols inclus !

**Marmara**  
Droit au voyage

dans votre agence de voyages ou [marmara.com](http://marmara.com)  
0892 161 161

# Les défis de la présidence française de l'UE

L'Europe et son avenir font partie des ambitions du président français, Nicolas Sarkozy, il l'a démontré en s'investissant pleinement pour le traité de Lisbonne. Aussi, les attentes sont importantes en ce qui concerne sa présidence de l'UE. Nous en avons discuté avec Fabio Liberti, chercheur à l'IRIS, qui a dirigé dans la Revue Internationale et Stratégique du printemps un dossier consacré aux défis de la présidence française de l'UE.



Fabio Liberti

## Quels sont les défis de la présidence française de l'Union européenne ?

Il s'agit de défis qui existaient déjà avant mais qui vont être plus prégnants durant la présidence européenne de Nicolas Sarkozy à cause du refus de l'Irlande de ratifier le traité de Lisbonne. Ce qui était prévu pour cette présidence française concernait des dossiers hautement politiques comme le climat, l'énergie, l'immigration et la défense européenne, auxquels se seraient ajoutés ceux qui concernent la politique agricole commune (PAC) et l'union pour la Méditerranée (UPM). Le président Sarkozy avait mis en avant le fait que l'Union européenne est trop loin des préoccupations des citoyens, qui sont inquiets de la hausse du prix des matières premières.

Or, le « non » irlandais l'a contraint à se concentrer à nouveau sur des questions moins proches des citoyens et plus institutionnelles pour trouver une sortie de crise. Et puis il y a trop de désaccords entre les membres de



Nicolas Sarkozy

l'Union pour se consacrer réellement à ce qu'attendent les citoyens. Par exemple, le pacte européen de l'immigration voulu par Nicolas Sarkozy a été refusé par l'Espagne. Il a fallu négocier longtemps avant que des accords minima puissent être concédés. De la même manière, le président Sarkozy était très attaché au développement du nucléaire européen alors que l'Allemagne y était farouchement opposée du fait de son renoncement historique au nucléaire. Cela montre que l'Union européenne n'est que le lieu de négociations perpétuelles entre les pays membres sur des questions politiques et institutionnelles et à propos de détails infimes comme des virgules mal placées. D'où cette impression de bureaucratisation du débat.

En dehors de cela, Nicolas Sarkozy devra résoudre les problèmes économiques de l'Europe liés à la crise financière mondiale. C'est un défi essentiel, bien que les USA soient dans une situation bien plus inextricable que l'Europe à ce sujet. Les Européens vont également devoir trouver des solutions de défense pour aider l'armée américaine affaiblie. Et puis, la question des énergies alternatives devient incontournable quand on sait que le pétrole et le gaz se raréfient. Enfin, des éléments efficaces doivent être trouvés pour réglementer la politique migratoire de l'espace européen, pour surveiller les immigrés de l'espace Schengen.

« L'Europe des 27 » ne s'oriente-t-elle pas vers une « Europe à la carte » où un noyau dur formé de certains pays vont avancer sur des projets et les autres suivront s'ils sont d'accord ?

En effet. On voit bien que la zone euro ou l'espace Schengen ne recouvrent pas tous les pays de l'Union européenne. De la même façon, toutes les décisions ne sont pas prises par l'ensemble des pays européens. Le problème c'est que cela n'est pas assez affirmé, que l'on a toujours un peu tendance à attendre les pays qui sont à la traîne pour décider.

Ce qu'il faut pour relancer l'Europe, c'est créer un noyau dur qui avancerait en tête et qui ne serait pas ralenti dans ses actions. Mais pour cela, il faut une forte volonté politique que l'Union européenne ne semble pas encore posséder. C'est la raison pour laquelle la forme du traité n'est pas la solution pour avancer, puisqu'elle nécessite l'avis des 27 États membres. Seules les situations de crise, où des décisions ont été prises rapidement par un comité restreint, ont pu faire avancer l'Europe. La présidence française prend justement place au cœur d'une période de crise et c'est le bon moment pour reprendre l'Union en main.

**Pensez-vous que Nicolas Sarkozy pourra faire bouger les choses au sein de l'UE ?**

**Car l'Europe tout entière attend beaucoup de lui...**

Vous avez raison, les Européens attendent beaucoup de la présidence française de 2008. Et pourquoi cela ? Parce que la France est l'un des pays fondateurs de l'Europe et puis l'Union européenne a toujours davantage avancé sous présidence française. Aujourd'hui, si on analyse le projet de l'UPM, on se rend compte que l'idée est bonne mais qu'elle a mal été mise en œuvre. Sarkozy avait cette volonté de faire quelque chose pour la Méditerranée et son envie de réunir dans un même projet la Syrie et Israël avec la France comme médiatrice était judicieuse. Cependant, il s'y est mal pris, s'attirant immédiatement les foudres d'Angela Merkel et de l'Allemagne en général pour deux raisons essentielles : d'abord parce que le projet de l'UPM visait à entériner les négociations sur l'entrée de la Turquie dans l'UE et ensuite parce que Nicolas Sarkozy comptait utiliser les fonds de l'Union affectés à la politique européenne de voisinage pour le financement de son projet. À ce sujet, on comprend la réaction des Allemands qui s'entendent dire : « Vous allez payer pour un projet auquel vous ne participerez pas ». D'autre part, je ne suis pas certain que le président Sarkozy saura gérer les résultats et les attentes de cette UPM aussi bien qu'il a su gérer l'annonce médiatique du projet et j'ai d'ailleurs cette même crainte pour sa présidence de l'UE. Mais il est aussi possible que la France retrouve, pendant cette présidence, le poids politique qu'elle a perdu en Europe ces derniers temps. Seul l'avenir nous le dira.

**En ce qui concerne la défense européenne, Nicolas Sarkozy semble avoir des ambitions paradoxales : il veut se rapprocher de l'OTAN et, parallèlement, développer la défense européenne, alors que François Mitterrand pensait justement que la défense européenne servirait à concurrencer l'OTAN. Est-ce que la défense européenne a une chance d'exister si les Européens continuent de penser qu'ils peuvent avoir recours à l'OTAN ?**

La défense européenne ne peut exister sans un accord franco-britannique préalable. La France veut absolument une défense euro-

péenne, ce qui a laissé penser aux autres qu'elle souhaitait une Europe de la défense. Aussi les pays de l'Europe de l'Est ont une perception de la défense qui est différente de celle de la France, de l'Italie ou encore de l'Allemagne, parce qu'ils étaient sous le joug du communisme pendant longtemps, qu'ils voient désormais la Russie comme une menace et qu'ils se sentent davantage protégés d'elle par les États-Unis et l'OTAN que par l'Europe. Et puis il existe une réticence américaine face à la défense européenne dont le développement est vu comme un amoindrissement de l'OTAN. Il est donc nécessaire aujourd'hui d'expliquer à tous qu'il n'y a pas de contradictions entre l'OTAN et une défense européenne fortifiée. Il faut rassurer les États-Unis à ce sujet pour qu'ils cessent d'avoir des préjugés et que leurs alliés européens comme les pays de l'Est et le Royaume-Uni n'aient plus de préjugés non plus. Dans ce dessein, la décision de réintégrer la France au sein du commandement de l'OTAN est la meilleure façon de relancer la confiance des Américains et des Britanniques.

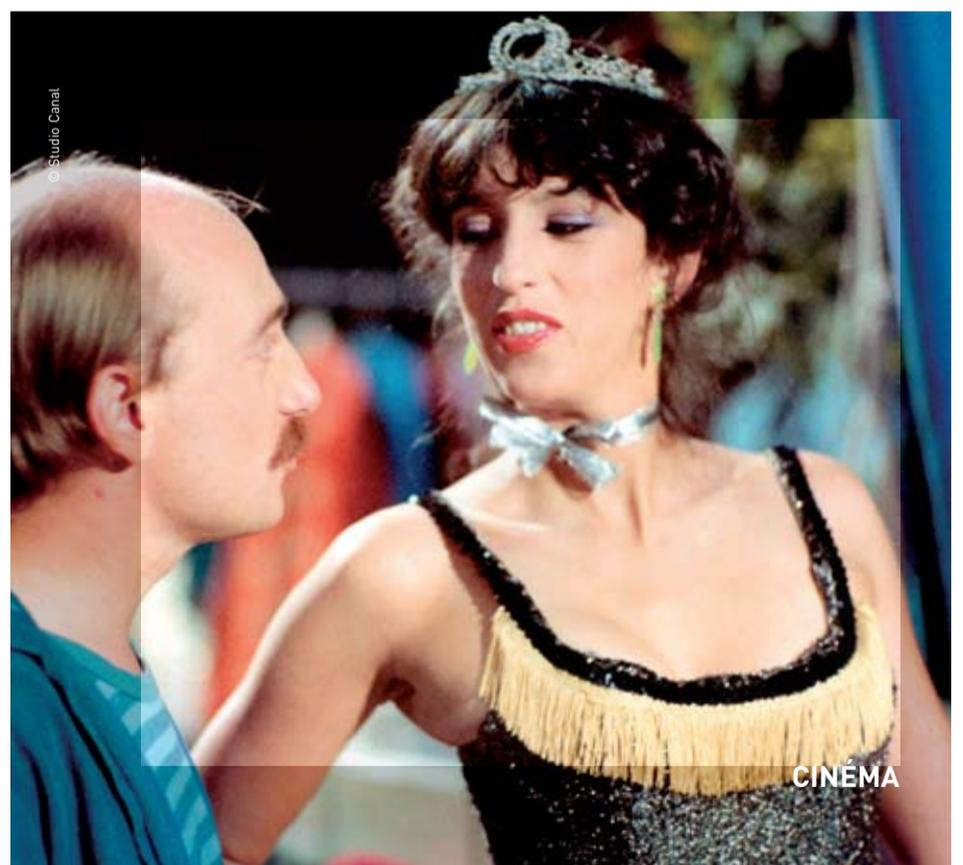
**Le président Sarkozy a toujours manifesté son désaccord face à l'adhésion de la Turquie à l'UE ; selon vous comment la présidence française abordera-t-elle la question de l'élargissement de l'Union ?**

Je pense que l'objectif de la présidence fran-

çaise était de parler le moins possible d'élargissement pour ne pas troubler les relations diplomatiques. Mais le « non » irlandais a bouleversé cette résolution politique. Nicolas Sarkozy a expliqué que sans le traité de Lisbonne, il ne pourra y avoir d'élargissement supplémentaire. Or, on sait que la Croatie est susceptible d'adhérer l'année prochaine et que la Pologne et la République tchèque – prochains États à devoir ratifier le traité – ont des intérêts dans les Balkans et, par conséquent, voient d'un bon œil ce futur élargissement. C'est une manière, pour le président Sarkozy, de forcer la main à ces deux pays membres pour qu'ils ne soient pas, comme l'Irlande, un obstacle au traité de Lisbonne.

Concernant la Turquie, je pense que si la Cour constitutionnelle turque avait interdit le parti au pouvoir, cela n'aurait fait que conforter la France dans ses positions qui sont que la Turquie ne peut faire partie de l'UE alors que, d'un autre côté, l'UE se doit d'offrir à un pays candidat en crise des perspectives pour se reconstruire. À ce moment-là, le président Sarkozy serait obligé de traiter de la question turque et de l'élargissement. Mais je crois sincèrement que la présidence française fera en sorte de ne pas parler d'élargissement.

\* Propos recueillis par Mireille Sadège et Marine Deneufbourg



Retrouver le meilleur du cinéma en français sur TV5MONDE

Viens Chez Moi, J'habite Chez Une Copine  
Le 15 septembre à 19h25 sur TV5MONDE



information sur nos programmes sur  
[www.tv5.org](http://www.tv5.org)

**TV5MONDE**

# Du Tigre à l'Euphrate : l'eau, source de différends diplomatiques ?



\* Barah Mikail

L'eau douce est un facteur potentiel de tensions au Moyen-Orient. Les évolutions intervenues dans la région durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle auront largement mis en lumière ce problème. Ce n'est ainsi pas un hasard si les médiations américaines en faveur de la paix entre Israéliens et Arabes passeront, à un moment de leur histoire, par une tentative de réappropriation prometteuse des ressources hydrauliques, comme le montrera le plan Johnston (1954) relatif au partage des eaux du Jourdain. Peine perdue, cependant. La guerre des Six Jours de juin 1967, dont les conséquences continuent aujourd'hui encore à envenimer les relations entre Israël et une partie de ses voisins, aura en effet pour moteur important, quoique pas dominant, le facteur hydraulique.

L'analyse des enjeux de l'eau au Moyen-Orient ne saurait cependant faire l'économie du cas de la Turquie. Dans cette région en proie à un grand manque de réserves d'eau douce, il

s'avère qu'Ankara fait – toutes proportions gardées – figure de nantie. Les quelque 3000 m<sup>3</sup> annuels d'eau douce dont bénéficie théoriquement chacun des citoyens de Turquie sont en tous cas bien plus enviables que les 1500 m<sup>3</sup> dont doivent se contenter leurs voisins syriens par exemple.

Bien entendu, le paysage est, dans les faits, peu radieux pour la Turquie, tant il arrive aux chiffres et aux statistiques d'être tout au plus de vagues indicateurs. Certes, le pays dispose de 9 rivières longues de plus

de 500 km, et l'ensemble des cours d'eau ouverts drainent annuellement environ 100 milliards de m<sup>3</sup> d'or bleu (auxquels il convient d'ajouter les 10 milliards de m<sup>3</sup> présents dans les nappes phréatiques). Mais cela ne prémunit pas pour autant la Turquie de bien des défis et problèmes : démographiques (concentration des cours d'eau à l'est du pays alors qu'une grande partie de la population vit plutôt à l'ouest), infrastructurels et qualitatifs (moins de 150 usines de traitement de l'eau à l'échelle nationale alors qu'il en faudrait au moins 15 fois plus) mais aussi d'utilisation (74 % de l'eau est utilisée à des fins agricoles, 15 % pour les besoins domestiques, et 11 % par l'industrie).

La Turquie a néanmoins cette chance d'avoir accès à deux des plus importants cours d'eau de la région : le Tigre et l'Euphrate. L'un comme l'autre sont en effet fondamentaux pour les

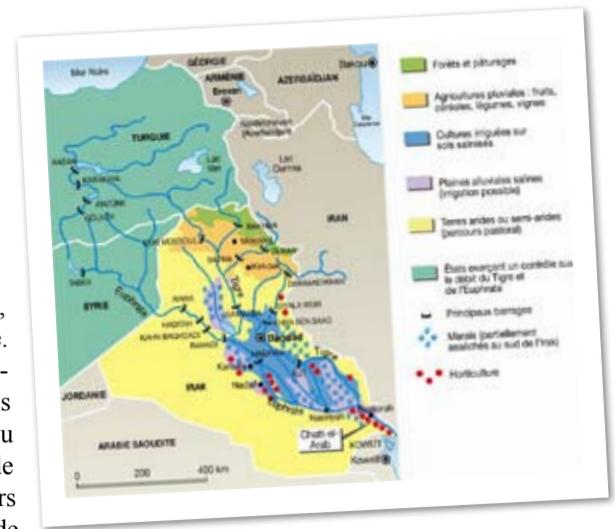
besoins du pays mais ils ont de surcroît la particularité de bénéficier à deux autres pays de la région : la Syrie (par laquelle passe une partie de l'Euphrate), et l'Irak

(où le Tigre et l'Euphrate aboutissent). Or, l'un et l'autre de ces pays, indépendamment de leurs problèmes structurels et quantitatifs en matière hydraulique, sont confrontés à une situation qui les met clairement en position de faiblesse. Étant tous deux en aval de la Turquie, ils voient tout ou partie de leur « salut hydraulique » résider dans les mains d'Ankara. En amont, en effet, les Turcs, qui ont un ascendant régional évident en termes tant militaires que diplomatiques, sont de surcroît à la source d'environ

90 % du débit total de l'Euphrate, ainsi que de 50 % de celui du Tigre. Qui plus est, ils sont engagés depuis près de quatre décennies dans le Projet de Grande Anatolie (ou GAP), entreprise de construction de barrages et d'exploitation des cours d'eau du sud-est du pays en vue de développer neuf de ses provinces et de dynamiser le secteur rural.

Or, toute exploitation des cours d'eau de cette zone du pays aura forcément un impact sur le débit des cours d'eau bénéficiant aux pays d'aval. Et c'est ce qui suscite bien des inquiétudes chez ces derniers : confrontés à des besoins importants en termes tant qualitatifs (pollution, industrialisation et techniques modernes d'agriculture ne sont pas pour arranger l'état des cours d'eau) que quantitatifs (dans le cas de la Syrie surtout) et, bien sûr, infrastructurels, Damas et Bagdad ne sauraient envisager de vivre autrement qu'à travers une exploitation maximale des débits de ces deux importants cours d'eau régionaux. S'ajoute à cela la situation d'étroite dépendance dans laquelle ils savent se trouver face à un voisin septentrional qui, dans le passé, a prouvé son aptitude à recourir à l'élément hydraulique à des fins politiques.

L'histoire des relations syro-turques est parlante à cet égard : dans les années 1990, la Turquie n'hésita pas à augmenter le taux de ses prélèvements dans l'Euphrate, arguant le plus souvent de problèmes techniques. Or, la raison se trouvait ailleurs. Le soutien apporté alors par Damas au Parti des travailleurs kurdes (PKK) était en effet la raison directe du mécontentement des Turcs qui n'hésitaient pas, en guise de rétorsion, à priver la Syrie de quantités variables du débit de l'Euphrate. Cette situation était loin



d'être anodine et, en 1990, la Turquie ira jusqu'à bloquer le débit de ce cours d'eau un mois durant. Bien entendu, la Syrie fera alors valoir sa profonde consternation, mais sans beaucoup de succès. Le seul recours qu'elle trouvera, quelques années plus tard, passera par le développement de sa part d'une campagne de lobbying – qui aboutira d'ailleurs en partie – auprès d'institutions financières internationales afin de les dissuader de soutenir les projets turcs de développement de barrages pour les besoins du GAP.

Bien entendu, la donne diplomatique régionale a évolué depuis et les relations turco-syriennes, comme turco-irakiennes, sont engagées aujourd'hui sur des bases bien moins conflictuelles. Cela dissuadera-t-il pour autant Damas et Bagdad de voir en Ankara le redoutable détenteur d'une artère régionale vitale ? Assurément pas. Mais quand bien même la vente par la Turquie de volumes d'eau douce à Israël est pour susciter des inquiétudes supplémentaires de la part de ces pays d'aval, les potentiels politiques et militaires régionaux d'Ankara les contraignent à compenser leur particularité géographique par le recours à des moyens essentiellement diplomatiques. Ce qui, tout compte fait, a au moins pour mérite d'éviter au Tigre et à l'Euphrate de devoir adopter le statut peu enviable de casus belli.

\* Barah Mikail, chercheur à l'IRIS

## Le projet de développement social et économique du Sud-Est anatolien

*Sadrettin Karahocagil et Ahmet Zahir Erkan sont respectivement le président de la direction pour le développement économique du Projet du Sud-Est Anatolien (GAP) et le coordinateur du projet. Notre directeur de la publication, Hüseyin Latif les a rencontrés pour parler sur ce dossier qui fait débat en Turquie depuis plus de deux décennies.*

### Pouvez-vous nous présenter le GAP ?

Le projet du Sud-Est anatolien concerne neuf régions de Turquie : Adıyaman, Batman, Diyarbakır, Gaziantep, Kilis, Mardin, Siirt, Şanlıurfa et Şırnak. Cette zone que l'on appelle le Sud-Est représente 10 % du pays, de sa population et de sa densité géographique. Au départ, le GAP était un programme visant à accroître les ressources en eau et en terre. Le Plan Master a été mis en place en 1989 et a été révisé en 2002 en élargissant le projet à l'agriculture, l'industrie, les transports, l'éducation, la santé et l'investissement en infrastructures rurales et

urbaines. L'histoire de ce projet date du gouvernement d'Atatürk qui a lancé des études sur la région. Concrètement, les travaux ont commencé en 1976, avec la mise en service d'une importante centrale sous le barrage du lac artificiel de Keban. L'originalité du GAP est sa dimension sociale : il vise à améliorer les conditions de vie des femmes, des enfants, des personnes âgées, des handicapés, à travers des programmes civils et des centres de jeunesse et des centres sociaux. Le plan d'action du GAP a quatre dimensions :



Sadrettin Karahocagil



Ahmet Zahir Erkan

économique et sociale, mais aussi structurelle et institutionnelle. Le Premier ministre Erdoğan a récemment lancé le programme d'action à Diyarbakır, visant à relancer le projet, en espérant achever une grande partie des travaux en 2012.

### Quel est le financement de ce projet ?

Jusqu'à aujourd'hui, 26 milliards de YTL ont été dépensés pour ce projet (environ 14 milliards d'euros). 20 milliards de YTL supplémentaires vont être accordés, dont 5 qui devraient être versés par le secteur privé. Cette année, 1 milliard de YTL ont été consacrés aux travaux, et 3,5 milliards le seront l'année prochaine. L'objectif principal est de terminer 90 % des centrales hydroélectriques, les lacs permettant d'irriguer 1 600 000 hectares. Nous allons terminer les infrastructures routières, électriques et de télécommunications. Sans oublier les investissements sociaux, comme dans l'éducation, avec l'agrandissement des universités de la région et des autres institutions éducatives qui viseront notamment à mieux intégrer les femmes. Nous allons monter le niveau de l'éducation de ces régions au niveau moyen national. 72 monuments historiques seront rénovés, la culture et le tourisme sont aussi des objectifs importants du GAP. Nous cherchons à attirer les investissements étrangers, qui permettront de rendre riche et prospère cette partie de la Turquie. Beaucoup de plans d'action ont déjà été établis mais les financements n'étaient pas la hauteur et la volonté

politique n'était pas vraiment présente. Une partie des 3,5 milliards proviennent du département de la Privatisation, le reste proviendra des intérêts du Fonds pour le chômage. Ce recours au Fonds pour le chômage est très logique car grâce à ce projet, 1,8 million de personnes auront un emploi, les revenus sont donc dépensés à bon escient. Nous nous sommes déplacés dans plusieurs pays pour attirer les investissements étrangers, comme au Qatar, en Chine, en Malaisie, en Indonésie, en Inde, en Nouvelle-Zélande.



### Pouvez-vous nous donner des exemples chiffrés du projet ?

Le Projet du Sud-Est anatolien est en constante évolution. Il visait au départ à mieux gérer l'eau et les terres mais, aujourd'hui, le projet dépasse ce cadre : à ce jour, 15 barrages sont terminés et vont permettre d'irriguer un mil-

(lire la suite page 11)

# La Turquie au centre du débat portant (Suite de la page 1)

Chaque pays qui participe à l'exposition a son jour national. Celui de la Turquie est la 13 juillet. À cette occasion, une équipe est arrivée de Turquie, sous la direction du conseiller du Premier ministre et ministre d'État Hayati Yazıcı, en compagnie des préfets d'Antalya et d'Izmir et du maire et des députés d'Antalya. L'actuel président du GAP et l'actuel sous-secrétaire d'État au ministère de l'Éducation nationale étaient présents également car le thème de l'exposition de Saragosse est l'eau. L'exposition de Saragosse est importante pour la Turquie parce que le cinquième Forum mondial de l'eau aura lieu en Turquie en 2009. Le problème de l'eau est primordial non seulement pour la Turquie, mais aussi pour la région où elle se trouve et le monde entier. Lors de ce forum de l'eau, des débats auront lieu sur les dernières évolutions et l'on cherchera des mesures techniques pour remédier au manque d'eau.

## La Turquie, entourée de quatre mers, a-t-elle un problème d'eau ?



Oui, bien qu'entourée de mers la Turquie manque d'eau douce, potable, utilisable pour l'agriculture car elle n'a toujours pas le contrôle total de ces eaux. On n'utilise pas au maximum les capacités de production d'énergie et d'irrigation des fleuves de Turquie et les voisins de la Turquie ont les mêmes problèmes. Les travaux de 22 barrages sont en cours dans le cadre du GAP (Projet du Sud-Est Anatolien), même si le vingt-deuxième barrage a causé quelques problèmes politiques, comme le transfert de Hasankeyf. Finalement, les études menées en Allemagne, en Autriche et en Suisse ont démontré que la réalisation du barrage allait apporter beau-

coup d'avantages et les travaux ont commencé l'année dernière. Ainsi, les projets de barrages du GAP vont pouvoir reprendre et on projette de réaliser 600 barrages en Turquie d'ici à 2020 qui permettront d'irriguer les terres et fourniront de l'eau potable.

## La Turquie se prépare-t-elle à jouer un rôle de leader dans la région pour résoudre le problème de l'eau ?

La Turquie n'a pas de mission de leader, elle veut partager ses richesses avec les pays de la région. Pendant longtemps, les nations du Proche-Orient ont tenté de mettre un frein à la construction de grands barrages en Turquie mais nous sommes arrivés à cette conclusion avec les responsables syriens : la Turquie n'a jamais eu l'intention de couper l'eau à qui que ce soit et elle travaille à assurer une utilisation plus rationnelle de l'eau et nous avons désormais des projets de barrages avec la Syrie. Les eaux du Tigre et de l'Euphrate vont en Irak et, l'eau y étant très peu utilisée, une grande quantité disparaît. Avec la réalisation de barrages, l'eau sera gérée et passera en Irak de façon plus stable, ce qui permettra d'utiliser moins d'eau avec un meilleur rendement.

## Y a-t-il aussi des projets concernant l'eau entre la Turquie et Israël ?

Il était question d'un projet d'eau pacifique au temps de Turgut Özal : les fleuves Seyhan et Ceyhan coulent dans la région des plantations de coton en Turquie où l'on utilise beaucoup d'eau mais ces fleuves proviennent des hauteurs des montagnes du Taurus et coulent très rapidement vers la mer. Pour partager cette eau non utilisée avec des pays comme la Syrie, le Liban, Israël, la Palestine, la Jordanie, qui manquent beaucoup d'eau, on avait pensé à une ligne de conduite d'eau de la paix. D'autre part, un projet d'Israël mené par Simon Peres consisterait à amener de l'eau dans la mer Morte et utiliser cette eau comme une eau pacifique, projet que nous suivons également. Ce sont d'immenses projets mondiaux, mais il faut commencer à travailler dès

à présent parce qu'ils sont utiles à l'humanité et à la paix et la Turquie est prête à en parler à tout moment. Le cinquième forum mondial sera une nouvelle occasion de le faire.

## Quel est le nombre des participants à ce forum de l'eau ?

Nous attendons la participation de 20 000 personnes à ce 5e Forum mondial de l'eau. Il a été décidé qu'Istanbul accueillera ce forum, et vous savez aussi qu'elle a été aussi nommée Capitale culturelle de l'Europe 2010. Istanbul sera donc le centre de l'actualité les prochaines années.

## Avez-vous quelque chose à ajouter sur la place de la Turquie à l'Expo 2008 de Saragosse ?

Nous avons attaché de l'importance à « l'eau » et « la place de l'eau dans le développement durable ». Dans notre pavillon, nous avons mis l'accent sur l'eau des fontaines plutôt que sur les moyens technologiques, car notre culture des fontaines nous vient de l'Empire ottoman, avec la notion de « sebil », qui consiste à donner de l'eau gratuitement à tous. À l'époque, l'eau qui coulait de ces fontaines était potable, propre, et de bonne qualité. Malheureusement, avec le monde de plus en plus pollué, ces eaux propres ont diminué et la plupart des fontaines sont tarées. Nous voulons passer ce message : « Ne réitérons pas les erreurs du passé, que l'eau – donc la vie – continue ! » La dernière partie de notre pavillon est réservée au Gap, un des plus grands projets au monde, qui va coûter 36 milliards de dollars dont 20 fournis par la Turquie. Dernièrement, le gouvernement a développé un nouveau programme, en consacrant 12 milliards de dollars à accélérer le GAP. Il est significatif de commencer cela avant le Forum mondial de l'eau et nous avons la conviction que nous avancerons davantage après le forum.

## En ce moment même, se déroule à Paris le premier sommet de l'Union pour la Méditerranée, qu'en dites vous ?

C'est un sujet important pour la Méditerranée et notre Premier ministre y participe par-



L'exposition 2008 - Saragosse

ce qu'une Méditerranée sans la Turquie n'est pas envisageable. Il a été dit que c'était une alternative pour la Turquie mais, aujourd'hui, on comprend que c'est impossible. Le président français et les autorités françaises ont donné des garanties, au vu desquelles la Turquie a accepté de participer à l'Union pour la Méditerranée tout en continuant de poursuivre les négociations pour l'adhésion à l'UE. Avec sa population, son niveau de développement, son P.N.B. par habitant et les investissements directs étrangers, la Turquie est en tête de tous les pays méditerranéens qui ne sont pas membres de l'UE. Nous croyons que cette coopération méditerranéenne offrira des solutions durables pour la paix dans la région.

## Cela veut-il dire que la Turquie peut être le pays moteur de cette UPM ?

Elle a des capacités, que ce soit pour ses voies de navigation, ou pour la lutte contre la pollution. La Turquie est connue pour ses rivages propres, ses côtes naturelles, et nous voulons partager cela. De plus, la Turquie occupe le domaine de l'énergie et nous y travaillons depuis le processus de Barcelone de 1995. Il y a deux ans, la Turquie a fait des démarches pour accélérer et relancer le processus de Barcelone. Nous avons été très heureux de voir que ce que nous propositions faisait partie du programme préparé par Sarkozy. Les propositions telles que la création d'un secrétariat, d'une présidence changeante sont rationnelles et il est important d'avoir le soutien de la France qui est animée d'une pensée cartésienne.

\* Propos recueillis par Mireille Sadège

*Les projets de barrages du GAP vont pouvoir reprendre et on projette de réaliser 600 barrages en Turquie d'ici à 2020.*

(Suite de la page 10)

lion d'hectares alors qu'on n'en irrigue actuellement que 272 972. Le projet vise également à protéger et améliorer la nature, par exemple en plantant 40 millions d'arbres, soit 3800 hectares de forêt, dans la région de Gaziantep. Au niveau de l'éducation, nous comptons augmenter de 22 500 le nombre d'élèves, en recrutant 667 enseignants supplémentaires, le taux de scolarisation au collège atteignant alors 90 %.

## Le projet a fait couler beaucoup d'encre, notamment en ce qui concerne le village d'Hasankeyf qui sera englouti sous les eaux. Quelle est la solution ?

Le GAP prévoit la sauvegarde des fouilles du site historique et archéologique d'Hasankeyf, cette démarche s'inscrivant dans le cadre de la protection et du développement des richesses culturelles : une dizaine de monuments historiques vont être restaurés, les fouilles ont commencé dans certains sites. À Gaziantep, un musée et un parc archéologique de la ville antique de Zeugma sont prévus. Il y a aussi le projet d'écotourisme de Halfeti à Şanlıurfa, et des dispositions sont prises pour faire d'Adiyaman, Gaziantep, Mardin et Şanlıurfa des centres de tourisme culturel et religieux.



## Comment ce projet contribuera-t-il à la vie des citoyens turcs ?

L'objectif principal est d'accroître la prospérité et la sérénité des citoyens vivant dans le Sud-Est du pays grâce à un développement économique et social et en augmentant les services. Le revenu par habitant approchera la moyenne nationale et les indices du secteur de l'éducation et de la santé rattraperont aussi les moyennes nationales. Les nombres de lits dans les hôpitaux et de classes dans les écoles vont être augmentés et l'eau potable et les canalisations seront à la disposition de la population. Le tourisme améliorera aussi l'économie de la région. De plus, grâce à l'amélioration de l'agriculture et au développement de l'industrie agroalimentaire, nos exportations augmenteront.

\* Propos recueillis par Hüseyin Latif

## Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

12 numéros : 40 € Turquie  18,70 € France  50 € Europe  Version PDF : 25 €

**Abonnement de soutien pour les entreprises 12 numéros**

Le kit de 25 exemplaires 400 € Turquie  500 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie  200 € Europe

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_ No de téléphone : \_\_\_\_\_

Fax : \_\_\_\_\_ Email : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

**Offre exceptionnelle**

Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

---

Mode de paiement pour la Turquie : virement Yapi Kredi (no de succursale : 0 217 Moda İstanbul no de compte en euros : 60901314; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie  
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

---

Mode de paiement pour l'Europe : chèque (à l'ordre de CVMag),  
- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais  
no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France  
Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@gmail.com

alt 41

# Gürer Aykal : le héros de la passion pour la musique classique en Turquie

Il fait partie des rares grands chefs d'orchestre de Turquie et du monde. Il dirige l'Orchestre symphonique de la présidence de la République et est aussi le directeur général musical de l'Orchestre philharmonique de Borusan Istanbul et son chef permanent. Gürer Aykal nous a parlé de musique classique et des choses qui le différencient des autres chefs d'orchestre.

## Qu'est-ce qui vous distingue des autres ? Selon vous, qu'avez-vous fait de différent lors de votre carrière riche de succès ?

Mon père était professeur de musique et il faut savoir que le foyer d'un enseignant fonctionne comme l'école, on veut toujours apprendre quelque chose, donner des conseils. En règle générale, on n'écoute pas les conseils des parents à ces moments-là mais, par la suite, toutes ces leçons nous reviennent à l'esprit. Mon père me disait : « il faut toujours prendre soin des biens de l'État ». J'ai étudié grâce à l'État, j'ai obtenu une bourse nationale, je suis entré au Conservatoire national en tant que joueur de violon, je dirige l'orchestre national et l'État est donc mon employeur. Si l'école vous donne un violon, il faut en prendre soin. J'ai étendu cette leçon à toutes les choses de la vie ; l'homme devient ainsi économe, non pas au sens avare du terme, mais dans le sens où il connaît la valeur des choses qu'il possède. Si quelque chose me différencie, ce doit être cela, prendre soin de tout, avoir conscience de la valeur des choses. Votre question est très difficile. Étant donné que je ne me compare à personne, je n'ai jamais su où je me situais par rapport aux autres. Tout ce que je connais, c'est le travail et le respect de la fonction.

## Que faites-vous pour évoluer, pour vous renouveler et être toujours devant les autres ? Quelles sont vos ressources en tant que chef d'orchestre ?

J'ai évoqué mon père, je peux répondre à votre question en ajoutant mes professeurs. Je suis l'élève d'Ahmet Adnan Saygun, qui m'a poussé à réapprendre et à redécouvrir la musique que je croyais très bien connaître. J'ai aussi appris grâce à lui le respect des partitions, du travail fourni. Il m'a appris à comprendre chaque œuvre écrite, à mieux la saisir ; pour péné-

trer complètement une œuvre, il faut beaucoup de travail. Adnan Saygun m'a aussi fait découvrir que l'Anatolie est un trésor inépuisable, que la musique d'Anatolie, les œuvres écrites par les poètes populaires sont liées avec les différentes cultures depuis des milliers d'années, et que nous avons fait un grand bond en avant avec Atatürk. Il m'a ouvert une large voie dans mon interprétation et mes compositions d'œuvres, et c'est encore pour moi une richesse inégalée.

## Selon vous, quel est le point fondamental qui vous différencie des chefs d'orchestre étrangers ? En quoi l'Anatolie vous inspire-t-elle ?

Le regard que porte un chef sur son orchestre est généralement le même, mais les interprétations peuvent différer. Quand j'étudiais en Angleterre ou en Italie, j'étais le seul Turc ; certes, j'avais des amis provenant de différents pays, de différentes cultures, et nous travaillions pratiquement les mêmes œuvres.

L'influence des différences culturelles sur les œuvres sautait aux yeux : il n'est pas facile de vivre en Anatolie : si vous êtes paresseux, vous ne parviendrez jamais à rien mais si vous êtes travailleur, vous trouverez une culture vieille de milliers d'années qui pourra vous nourrir. Être conscient de cela et vivre au milieu de ces choses a une influence sur l'œuvre que vous travaillez et cette influence m'aidait à considérer l'œuvre d'une autre manière. Le Danois fait plus attention au montage, l'Américain essaie de mettre en évidence les accents, l'éclat des œuvres. Quant à moi, je m'intéresse au passé des notes, je retourne aux origines ethniques de la composition pour savoir comment

elle est arrivée à cette tonalité, et je peux voir dans la partition quelles difficultés elle a pu rencontrer. Nous nous en sommes aperçus lors de nos études et mon professeur, Franco Ferrara, mettait souvent cela en relief. Je ne pense pas avoir d'autre différence.

## Vous avez dirigé la création mondiale de nombreuses œuvres. Quelles ont été les réactions ?

En tant que musicien ayant étudié le violon et la composition, j'ai fait écouter les airs de mon pays en Turquie et à l'étranger autant que j'ai pu. Je prends en considération la situation de la musique du pays où je me rends quand je joue ces œuvres, très colorées. Si la musique est très avancée dans un pays, j'y joue des œuvres de compositeurs du même niveau ; si dans un autre pays, ce genre de musique n'est pas très apprécié, je m'inspire davantage de la musique populaire dans les œuvres de nos compositeurs. Vous pouvez me croire, je n'ai eu aucune

critique de compositeur. Voici ce que je suggère à mes étudiants : avant tout, travaillez de la meilleure façon les œuvres de vos compositeurs afin de vous les approprier, et vous les jouerez à chaque occasion devant tous les publics, pas seulement en Turquie. Évidemment, vous dirigerez aussi du Beethoven, du Tchaïkovski mais, si vous dirigez du Saygun, du Cemal Reşit Rey à côté, vous irez plus loin encore : vous démontrerez vos compétences et vous montrerez par la même occasion où est la musique de votre pays. Un chef d'orchestre représente les efforts d'un pays et je souhaite que tous mes élèves vivent cela. J'ai interprété certaines œuvres pour la première fois dans le



monde, mais j'aurais préféré être le centième chef d'orchestre turc à aller aux États-Unis.

## Le domaine de la musique a connu de profonds changements en Turquie. Vous avez parlé d'une culture anatolienne ; cependant les grandes villes semblent avoir perdu cette identité face à une culture arabisante qui se renforce. Comment voyez-vous ce changement ?

Quel genre de musique existe en Turquie depuis toujours ? D'abord la musique populaire : les travaux réalisés avec un grand dévouement par Muzaffer Sarısözen et ceux d'Adnan Saygun et Bela Bartok, qui ont créé la Chorale des voix du pays (Yurttan Sesler Korosu) et mis en forme les chansons de pratiquement toutes les régions de Turquie après les avoir collectées. Comme je l'ai dit, ce trésor est inépuisable. Deuxièmement, il y a une musique appelée la musique du sérail, devenue « sanat müziği », que l'on retrouve surtout à Istanbul. L'origine de cette musique provient de l'ouest de l'Anatolie. Citons aussi la musique classique et la musique légère diffusée par la radio. La musique arabisante est venue après ces quatre genres de musique. Ce sont surtout ceux qui se sont installés dans les faubourgs et qui ne se sont jamais sentis chez eux dans cette ville. C'est évidemment un marché et certains l'ont bien compris, qui ont décidé de tirer parti de la culture arabe de manière plus professionnelle.

## Comment analysez-vous l'évolution de la musique classique en Turquie ?

Sur ce point, je suis jaloux de l'Europe et des États-Unis où j'ai été directeur musical pendant 16 ans. Les orchestres américains sont contraints de donner un certain nombre de concerts tous les ans et il existe des institutions qui s'occupent de cela et enseignent la musique dans les écoles. Voilà leur système éducatif. Par ailleurs, j'étais récemment en France, où j'ai discuté avec des amis chefs d'orchestre qui m'ont parlé de la grande contribution qu'a eue l'imposition de l'instruction obligatoire en France jusqu'à 16 ans tandis qu'en Turquie, nous discutons des mois pour savoir s'il faut rendre obligatoire la scolarisation pendant huit ans, et ne rendons pas l'école obligatoire jusqu'à la fin du lycée. Par conséquent, notre éducation musicale, déjà très faible, ne peut pas progresser, d'autant plus que nos ministres se disputent parfois avec les musiciens, ce qui est regrettable. D'un autre côté, nous observons dans notre pays que les gens se rapprochent de la musique classique après un certain âge. Mais on commence à voir une prise de conscience populaire dans ce domaine.

Pour conclure, j'ai demandé à Gürer Aykal quels compositeurs de musique classique il préfère en Turquie et sa réponse ne s'est pas fait attendre : « Suna, Ayla, İdil, Ayşegül, Verda, Hüseyin, Fazıl, Emre sont les premiers qui me viennent à l'esprit ». Alors que j'essayai de noter les noms, je l'arrêtai : « Puis-je avoir leur nom de famille ? » Il sourit et rétorqua : « Ce n'est pas la peine, vos lecteurs les connaissent. » Je peux vous dire que même ma façon de marcher avait changé après cette interview en me retrouvant sur l'avenue İstiklal : je ne marchais pas, je volais !



Gürer Aykal



LE DEPARTEMENT  
INFORMATIQUE  
DE VOTRE ÉTABLISSEMENT

Tél : 90 216 325 82 62  
Email : marmara@marmara.net



www.marmara.net

## Çeviride yönünüzü kaliteye çevirin!

Customized translation services... with the principle of "zero error", information, press & publishing, rapid services to fit your needs and for your quality... hizmetleri sunuyoruz... özmetik, otomatik, beşerî ve "sıfır hata" prensibiyle... in büyük kuruluşların kalite arayışımızın yöneldiği... an especialmente adaptados... ve para nosotros. Actualmente... necesitan una atención... dia escrita y oral y al beneplacito... de calidad, de fiabilidad y... turquia. Su experiencia...

... mit Sie spezialisierte Bou... ist für uns der... Kameek, Automobilindus... Fachkenntnisse erforde... bieten wir weithin ang... und schn... Qualität soll sich... lanti su misura. Si... che richiedono par... automative, stampa-edit... "zero" e sin dal 2... della qualita' nella... переводческие услуг... ключевым понятием... требующих особую с... последовательные... куда Вы смело можете на...

**trio**  
tercume & organizasyon

Nous vous proposons nos services de traduction personnalisés, 100% sur mesure. La spécialisation est un de nos principes intrinsèques de fonctionnement. Des domaines tels que le Juridique, la Cosmétique, l'Automobile, la Presse & Publication, l'Édition et la Banque réclament une spécialisation qui ne permet pas le droit à l'erreur et nous travaillons avec les plus grandes institutions turques depuis 2000, en proposant des services de qualité, fiables et rapides. La recherche de la plus grande qualité de traduction passe par Trio.

TRIO Tercüme ve Organizasyon  
Orgeneral İzzet Aksalur Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D:25 4. Levent 34330 İSTANBUL  
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96 www.triotercume.com.tr

# Dilek Hanif : la célèbre styliste portant la haute couture turque dans les défilés de mode parisienne

(Suite de la page 1)

Elle fut la première Turque à présenter sa collection lors de la semaine de la haute couture à Paris. Afin de discuter de son amour pour la haute couture, nous avons rencontré Hanif qui, au cours d'un entretien très sincère et intéressant, nous a avoué que les Français apprécient son enthousiasme pour la haute couture ainsi que ses créations et qu'ils la soutiennent davantage pour réaliser ses projets que les Turcs.

## Parlez-nous de vous et de votre carrière...

J'ai grandi dans le secteur du textile parce qu'il s'agissait du métier de ma famille. Ma mère travaillait dans une boutique, mon frère était dans la production et j'ai commencé en aidant ma famille. Ensuite, en 1982, j'ai créé ma propre marque de prêt-à-porter au nom de Dilek Hanif, mes modèles étant généralement destinés aux femmes. À cette période, il y en avait très peu qui faisaient ce travail en Turquie et ceux qui le faisaient ne produisaient pas leurs propres modèles, préférant suivre ce qui se faisait en Europe. Quant à moi, je voulais produire à ma façon et j'ai donc ouvert une fabrique.

Quand j'ai commencé la haute couture, je me suis rendu compte que c'était un travail sans fin, où l'on apprend tous les jours. Le travail en équipe pour le prêt-à-porter et celui pour la haute couture sont très différents. J'ai fait les deux en même temps pendant un certain temps mais je suis arrivée à un point où j'ai dû faire un choix entre les deux et j'ai donc continué dans la haute couture, quitte à passer beaucoup de temps à améliorer mon style et ma technique. En 2002, j'ai créé la première collection de haute couture de Turquie et j'ai réalisé un défilé à Aya Irini. En 2004, j'ai décidé de présenter mes créations à Paris, parce que cette ville est le centre de la mode. Je voulais savoir ce que valait mon travail, c'était une sorte d'examen pour répondre aux questions que je me posais sur mon travail, pour savoir où j'en étais. Et cette collection a beaucoup plu, la presse en a largement parlé et nous ne nous attendions pas à d'aussi bonnes réactions, surtout pour une première fois. Mon deuxième défilé à Paris a eu lieu quatre ans après, parce que j'ai dû le préparer uniquement avec mes propres moyens, sans aucun soutien. Cette deuxième présentation a eu lieu en février 2008 et a suscité encore plus d'intérêt que la première.

## Comment voyez-vous le secteur de la haute couture en Turquie et en France ?

En France, on attache beaucoup d'intérêt à l'art et surtout à la haute couture, et on comprend très bien ceux qui s'affairent à créer de nouvelles idées. Si vous travaillez bien, les Français l'apprécient et vous protègent et c'est pourquoi la France est un pays qui me rend très heureuse, j'ai beaucoup de plaisir à m'y rendre, à travailler et partager avec les Français, et prendre de l'énergie qu'ils donnent. Ils ont beaucoup de respect pour le travail que vous faites. En Turquie, la haute couture est mal comprise : ici, les créations de haute



Dilek Hanif

*En Turquie, nous avons accompli beaucoup de chemin dans le secteur du textile, mais on commence tout juste à saisir ce qu'est la haute couture.*

couture sont encore assimilées aux tenues sophistiquées comme des robes de soirée. Beaucoup de personnes produisent des tenues de soirée et appellent cela de la haute couture, alors que la véritable haute couture obéit à des règles bien précises et un atelier de couture possède des techniques de fonctionnement bien particulières, éléments pas encore bien compris en Turquie. Certes, nous avons accompli beaucoup de chemin dans le secteur du textile, mais on commence tout juste à saisir ce qu'est la haute couture et je suis la première à réaliser correctement de la haute couture dans mon pays. Bien sûr, techniquement parlant, il y a

de grands maîtres mais je suis la première à créer une idée originale, à mettre en place une collection qui va jusqu'à la coiffure et au maquillage, et qui maîtrise correctement la technique.

## Quel est le plus grand

### problème pour ce secteur en Turquie ?

Il faut nettement différencier la haute couture et le prêt-à-porter – notamment le prêt-à-porter de luxe – parce que, dans ce dernier domaine, la Turquie a franchi beaucoup d'étapes et fait de très belles créations. De jeunes stylistes sont formés dans de très bonnes écoles et on donne également des cours à l'université. Tout cela n'existait pas quand j'ai été diplômée et, même si cela commençait, nous n'étions pas au courant. En l'espace de 10 ans, le prêt-à-porter a beaucoup évolué : lorsque je faisais du prêt-à-porter, on prenait des modèles des salons qui avaient lieu en France et on produisait les mêmes, mais désormais, tout se dessine ici. Alors que le prêt-à-porter en est là, la haute couture n'a pas beaucoup évolué et je suis réellement la première modéliste à faire de la haute couture au vrai sens du terme, et à la faire connaître à l'étranger. Longtemps, j'ai essayé d'expliquer ce qu'est la haute couture et j'ai eu des difficultés à trouver des soutiens parce que l'on n'a toujours pas compris ce que c'était en Turquie mais j'observe tout de même des évolutions positives ces derniers temps. Je continue parce que je crois très fort à ce que je fais, et j'irai jusqu'au bout.

### Comment définissez-vous le style de Dilek Hanif ?

Je crois que mon style peut être défini par le mot « élégance ». Je veux qu'une femme soit féminine et élégante. J'utilise des traits assez simples, mais aussi de temps en temps sophistiqués. Mon point de départ est généralement les vêtements traditionnels et ottomans, qui proviennent de ma culture. Quand je suis allée à Paris pour la première fois, je

me suis dit qu'il fallait que je fasse quelque chose d'original dans une ville qui est le centre de la mode ; il ne fallait pas que je fasse de répétition. Quand on parle de mode turque, il faut mettre en avant ce qui exprime notre pays, le côté « ethnique ». De même que le kimono évoque pour tout le monde le Japon, il faut que l'on voie des gens mettre un cepken et que l'on dise « c'est la mode turque ». C'est à nous de faire connaître notre mode et j'ai commencé à préparer des tenues modernes que les femmes d'aujourd'hui peuvent porter, en m'inspirant de notre culture. Évidemment, j'y ai ajouté ma propre vision. Aujourd'hui, on constate une sorte de blocage dans le monde de la mode, le secteur est à la recherche de nouveautés et de tendances différentes afin d'y lancer un renouveau. Notre culture n'est pas habituelle pour le monde de la mode et elle doit pouvoir y être appréciée et devenir une source d'inspiration pour des nouvelles créations. À nous de montrer notre richesse culturelle et tout ce que nous pouvons apporter à ce secteur.

## Quels sont les facteurs qui vous ont dirigée vers la haute couture ?

La raison principale pour laquelle j'ai arrêté le prêt-à-porter pour la haute couture est la notion de liberté car on est très libre dans la haute couture. Lorsque je travaillais dans le prêt-à-porter et que je voulais créer certaines formes, les stylistes me disaient

que l'on ne pouvait pas les réaliser. Dans la haute couture, l'impossible n'existe pas, on a de grandes chances de réaliser ce dont on a rêvé. Il n'y a pas de difficulté technique insurmontable mais la seule chose contrariante est que vous ne pouvez produire qu'un seul exemplaire, vous créez réellement un chef-d'œuvre. Ce que je souhaite le plus, c'est faire porter ces créations à des personnes qui peuvent vraiment en ressentir la valeur, pour la simple raison que nous considérons nos créations comme nos propres bébés.

**Une nouvelle tendance, la « mode islamique » est apparue ces derniers temps en Turquie. Qu'en pensez-vous ? Croyez-vous que celle-ci limite la mode ?**

Jusqu'à présent, rien n'a limité ce que j'ai réalisé. Il est vrai que la Turquie est plus conservatrice qu'elle ne l'a été par le passé, il n'est donc pas faux de dire qu'une telle tendance existe. Si les femmes se voilent par choix, et non parce qu'on l'oblige, alors je le respecte.



## Est-ce que les relations tendues que nous avons avec la France changent votre opinion sur l'art français ?

Non cela ne m'influence pas. Je tiens la politique à l'écart de façon qu'elle n'ait aucun impact sur mon travail. J'ai été émue par l'attention que l'on m'a portée lorsque j'étais en France, je n'imaginai pas recevoir autant d'intérêt dans ce pays alors que je n'étais pas soutenue par mon propre pays. Les Français ont cru en moi et m'ont aidée en soutenant mes projets lorsque j'essayais de les réaliser avec mes propres moyens et un faible budget.

\* Propos recueillis par Mireille Sadège et Öviz Ipek Pekin

*Le point de départ de mes créations est généralement les vêtements traditionnels et ottomans, qui proviennent de ma culture.*

As Matbaacılık  
Reklam Ambalaj San. ve Dış Tic. Ltd. Şti.

Renklerle Buluşma Noktanız...

AS MATBAACILIK

Adres: Yüzyıl Matbaacılar Sitesi 4. Cadde No: 92 Bağcılar / İST.  
Tel: (0212) 429 49 49 - 430 51 52 Fax: (0212) 429 49 29  
Web: www.asmatbaacilik.com.tr  
e-mail: asmatbaacilik@gmail.com - info@asmatbaacilik.com.tr

# Éditions Sel : un pont entre les écrivains et les lecteurs



İrfan Sancı

Avant de créer les Éditions Sel en 1990, İrfan Sancı était correcteur pour différents journaux. Contraint de lire des articles qui ne l'intéressaient pas, il fut lassé de lire et rêvait déjà de publier les articles qu'il choisirait. « À l'époque, tous les journalistes et toutes les éditions se trouvaient à Bâb-ı Ali, ce qui créait un environnement propice pour discuter littérature et actualité, autour d'apéritifs », se souvient-il. Sancı annonçait lors de ces rencontres son souhait de fonder une maison d'édition. Autour de quelques verres de raki, il cherchait avec ses amis journalistes le nom de cette future maison d'édition.

« Lorsque Bâb-ı Ali s'effondra, ce fut une grande perte pour l'édition parce que les journalistes se sont repliés dans les grands centres et se sont ainsi coupés du peuple. Quand les journalistes et les éditions étaient réunis, cela avait une influence positive, Bâb-ı Ali se nourrissait de sa vieille expérience. Désormais, il ne reste plus que des vendeurs de tapis et de produits touristiques à cet endroit », raconte İrfan Sancı. Parce qu'il venait de cet univers, il a commencé par publier des livres de journalistes, avant de se tourner vers la littérature.

À propos du début de son aventure dans l'édition, il nous dit : « Le premier livre que j'ai traduit est « Hezbollah, le visage caché

Né en 1955 à Amasya, İrfan Sancı a étudié les sciences politiques à Ankara. Suivant de près la politique jusqu'au coup d'État militaire de 1980, il fut emprisonné en 1982. Par la suite, il a travaillé dans différents journaux, avant de se tourner vers l'édition. Il est aujourd'hui le propriétaire des Éditions Sel et nous présente les difficultés auxquelles il doit faire face en tant qu'éditeur.

du terrorisme sacré ». Je faisais les corrections de l'édition de Milliyet à cette époque, et Hezbollah est un livre que j'ai lu avec intérêt. J'ai appris ensuite que cet ouvrage n'allait pas être distribué et 5000 livres restaient dans les entrepôts. J'ai demandé qu'ils me vendent les livres, ce qu'ils ont fait. J'ai alors demandé les droits d'édition et de traduction en France avant de commencer l'édition puis les 5000 livres ont été vendus immédiatement. »

Alors que 5000 livres étaient tirés dans les années 90, les maisons d'édition tirent à 1000 exemplaires de nos jours. Les livres d'auteurs populaires comme Yılmaz Erdoğan sont tirés à 40 à 50 000 exemplaires et le taux de lecture a baissé. Selon Sancı, l'édition pirate est un facteur de la baisse du tirage, mais le réel problème est un changement social qu'il relie au régime du 12 septembre.

İrfan Sancı a aussi publié des livres qui ont été interdits par la suite : « Par exemple, le roman de Jeanne Cordelier, « La Mort de Blanche-Neige », traduit du français, a été retiré de la vente, puis autorisé à nouveau. Par la suite, « Pusudaki Tren » de Mehmet Ergüven, « Pazar Sevişgenleri » de Mehmet Üstündağ et « Elma » d'Enis Batur ont aussi été interdits. « Pusudaki Tren » était étudié dans les universités et le livre d'Enis Batur avait été retiré des ventes en raison du tableau de Gustave Courbet qui illustrait la couverture (L'Origine du monde). Cela signifie que nous tenons encore compte de choses d'un

autre temps. Dernièrement, nous avons publié « Zambak Hikayesi » de Mehmet Rauf. Ce livre peut être retiré de la vente à n'importe quel moment », nous explique-t-il.

« Lorsque l'on retire un livre de ma maison d'édition, je suis attristé par le fait que des gens ayant cette mentalité occupent de telles positions. En ce qui concerne le tableau « L'Origine du monde », un juge a demandé : « Est-ce une photographie ou une peinture ? » le roman a été acquitté quand le catalogue du Musée d'Orsay a prouvé que c'était une peinture. Si c'était une photographie, cela aurait donc été un délit ? » ajoute le propriétaire des Éditions Sel.

İrfan Sancı a créé une nouvelle collection nommée « Sexualité », pour laquelle il a choisi des textes que l'on ne s'est jamais risqué à publier en turc. Malgré

le risque d'être interdit, il souhaite des textes qui encourageraient les écrivains turcs. Et il ajoute : « Il existe un livre sur les pets, « Éloge du Pet », alors que chez nous, prononcer ce mot est considéré comme honteux. Je sais que personne n'achètera ce livre, mais je veux quand même le publier. La collection Sexualité sera dirigée par Ahu Sila Bayer, qui suit les livres publiés en langue étrangère avant que nous décidions ensemble. » Sancı nous confie qu'ils ont besoin de travailler avec un bon traducteur mais que c'est difficile à trouver.

Parce qu'il nous a dressé jusqu'ici tous les aspects négatifs de l'édition, nous lui demandons quels sont les côtés agréables de ce sec-

teur : « J'aime beaucoup que l'on parle d'un livre que j'ai publié. Même lorsqu'un simple courriel chante les louanges de notre travail, cela nous flatte, mais l'édition est un métier difficile », répond-il un peu amèrement.

Préférant choisir lui-même les auteurs, plutôt que suivre ce qui marche bien, afin de créer un pont entre les écrivains et les lecteurs, İrfan Sancı propose parfois personnellement aux auteurs de travailler ensemble. « Il faut rassurer l'écrivain, par exemple en garantissant l'édition de son livre quand son dossier est terminé. Lorsque l'on travaille ainsi, les choses sont plus faciles », nous dit l'éditeur. İrfan Sancı répète souvent qu'il veut diriger la meilleure maison d'édition de petite envergure, ce qui lui vaut cette réaction d'Enis Batur : « Mon petit İrfan, tu n'es plus à la tête d'une maison d'édition de petite envergure, mais de taille moyenne, ne soit pas modeste. »

Les Éditions Sel se préparent pour le salon du livre de Francfort, la plus grande et la plus reconnue des organisations dans le monde du livre. C'est une grande occasion pour la Turquie. Le ministère de la Culture a choisi 100 maisons d'édition, et chacune d'entre elles aura un stand de la même dimension. Les Éditions Sel tenteront de vendre à des pays étrangers les droits de six de leurs auteurs (Feride Gül, Ali Teoman, Yılmaz Erdoğan, Enis Batur, Muhsin Kızılkaya, Küçük Iskender). Cet événement, qui sera le premier pour İrfan Sancı, sera l'occasion de se préparer pour le salon qui aura lieu en France lors de « La Saison culturelle turque en France », en 2009.

\* Propos recueillis par Hüseyin Latif et Özlem Güneren

## Lütfü Tınç, un historien populaire

Originaire de Moda depuis 3 générations, Lütfü Tınç est diplômé du Lycée Saint-Joseph. Il a poursuivi ses études à la Faculté de droit à Istanbul. Emprisonné à la prison de Mamak à Ankara pendant deux ans et demi suite au régime du 12 mars puis gracié par Ecevit en 1974, il revient avec nous sur son passé, ses projets, et son amour pour l'histoire qu'il souhaite vulgariser.



Lütfü Tınç

Lütfü Tınç opta pour le métier de journaliste à partir des années 1980. Directeur de la publication du supplément week-end du journal Cumhuriyet pendant un certain temps, Tınç est passé à Hürriyet suite à des agitations dans son ancien quotidien. Il y travailla durant 6 ans et demi, tout en écrivant dans la revue Tempo.

Il collabora à Milliyet pendant une brève période, avant d'animer une émission économique sur TV 8, « L'Agenda de l'entrepreneur » puis, pendant sept ans et demi, il publia la revue « Histoire populaire ». « Ce fut la revue historique la plus vendue en Turquie. C'était une bonne revue, je l'avais bien programmée, et j'avais trouvé un bon directeur, Nuri Çolakoğlu, qui était à NTV à l'époque. Lorsqu'il y eut des changements dans la direction de NTV lors de la crise de 2002, le groupe cessa la publication des revues qui lui appartenaient, dont Histoire populaire, qui fut reprise par le journal Dünya. Un an après qu'İşin Demirkent soit morte, sa fille a mis fin à la revue » explique Lütfü Tınç. NTV détenait les droits de publication de la revue,

qui a du cesser de paraître en raison d'un manque de rentrées publicitaires suffisantes. « Dans notre pays, les discours de Sakarya, de nation et de peuple sont nombreux mais personne ne fait rien. Aujourd'hui, le Groupe İHLAS sort une revue appelée « Histoire et Idée » mais « Histoire populaire » n'a pas pu continuer, parce qu'elle ne défendait aucune idéologie », poursuit-il. Désormais, il a fermé le chapitre des revues, et s'intéresse aux livres.

Lütfü Tınç dit vouloir refaire dans les livres ce qu'il a fait dans « Histoire populaire ». Il prend pour exemple la phrase d'İlber Ortaylı : « Il est important d'être populaire en Turquie mais, quand on le devient, il ne faut pas faire dans l'héroïsme » et soutient qu'il peut être populaire d'une manière aboutie. « Il faut dire les choses avec des mots plaisants, qui n'ennuient pas, dit-il. Il faut raconter l'histoire comme un romancier, sans la séparer de la réalité. C'est ce que veulent les lecteurs. »

Avec l'aide de M. Chuvin, l'ancien journaliste a préparé un texte sur les relations

turco-françaises. Les chercheurs français qui travaillent sur la Turquie ou l'Empire ottoman sont capables, selon lui, de s'adresser dans une langue simple à tous types de lecteurs. Dans le numéro spécial « Les Relations turco-françaises », on retrouve Pierre Chuvin, Nicolas Vatin, Didier Laroche, Aleksandre Toumarkine, et il avoue préférer travailler avec des jeunes doctorants et des journalistes plutôt qu'avec certains chercheurs posant des problèmes.

Lorsqu'il était journaliste, Lütfü Tınç s'est toujours intéressé à l'histoire culturelle, l'histoire de l'art, de la peinture. Il a eu l'occasion de se frotter à l'histoire suite à son intérêt pour la politique. « Ne soyez pas trompé par mon identité politique, je ne suis plus d'accord avec mes anciennes idées ; mais j'ai un passé politique, ce n'était pas qu'une histoire de jeunesse. Je ne regrette rien, cela m'a donné de l'expérience. Je ne fais plus de politique, parce que c'est devenu un gagne-pain. Je m'affaire à écrire des livres d'histoire, je travaille avec des chercheurs qui veulent bien écrire avec un langage simple. »

« Le Dernier Grand Vizir », « La Dernière Décision, le pacte national », « Les Dernières Visites, les derniers banquets » sont les trois livres qu'il a sortis au mois de novembre dernier. Tınç souhaite publier une collection de douze à quatorze livres, et ajoute qu'il est intéressé par les choses peu connues comme les victoires ottomanes dans le Caucase, les premières révoltes, les premières manifestations, les premiers soulèvements. « Je prépare ces livres depuis février 2007. J'ai déterminé le sujet en le situant dans un cadre chronologique et j'ai pensé à ceux qui devaient les écrire. J'ai réalisé une collection toute prête et Doğan Kitap a accepté mon projet pour le publier. Je vois ce travail comme la continuité de la revue », précise-t-il. Bien qu'il nous confie que les auteurs et la maison d'édition ne gagnent pas grand-chose avec ce projet, Lütfü Tınç a l'espoir que ces ouvrages, lorsqu'il en existera une douzaine, pourront se vendre en permanence sous forme d'encyclopédie.

\* Propos recueillis par Hüseyin Latif et Özlem Güneren

# La Fondation Aziz Nesin : un toit pour les enfants démunis

Nous sommes en compagnie d'Ali Nesin, à la fois directeur du Département de Mathématiques de l'Université Bilgi et fils du maître Aziz Nesin, l'un des grands noms de la littérature turque et mondiale. Ali Nesin est né en 1956 à Istanbul. Après le collège Saint-Joseph d'Istanbul et le lycée de Lausanne en Suisse, Ali Nesin a suivi des études de mathématiques à l'Université Paris VII dans les années 1977-1981. Ali Nesin, qui a par la suite soutenu une thèse de doctorat dans les domaines de la logique mathématique et de l'algèbre à l'Université Yale aux États-Unis, a été membre du jury d'agrégation au campus de Berkeley de l'Université de Californie durant les années 1985-1986. Ali Nesin, qui note que la mort de son père a été déterminante dans son retour définitif au pays, assume aussi la direction de la Fondation Nesin, raison pour laquelle il se plaint de ne pas pouvoir faire suffisamment de recherche.

Nous lui demandons ce qu'est la Fondation Aziz Nesin. « Cette fondation était le souhait de mon père. Issu d'une famille pauvre, il avait été continuellement scolarisé dans des écoles publiques et s'est donc senti obligé envers le peuple. D'une certaine manière, mon père avait la conviction qu'il devait sa scolarisation à l'argent du peuple et il me disait que cette dette ne peut jamais être payée, quoi que l'on fasse. Cette fondation a été voulue par mon père pour payer sa dette au peuple, pour aider à l'éducation des enfants qui n'ont pas la possibilité d'être scolarisés » dit Ali Nesin. À la Fondation Aziz Nesin, où une vie de famille est assurée aux enfants, il se trouve à l'heure actuelle 40 enfants. La Fondation est comme leur famille et les employés ne sont pas là uniquement pour leur scolarisation mais sont aussi prêts à toutes sortes d'aides dans la vie quotidienne. L'actuel président de la Fonda-



tion Nesin est le célèbre cinéaste Tarık Akan. Quand nous lui demandons quels sont les enfants qui ont recours à la Fondation, Ali Nesin répond : « Des enfants qui possèdent également une famille ont recours à cette Fondation. Certains viennent de l'hôpital psychiatrique, de la rue, de la prison et certains sont des pauvres. C'est nous qui devenons leur tuteur légal. Il n'est évidemment pas facile pour une famille de confier son enfant à une fondation et, si sa famille et l'enfant le souhaitent, l'enfant peut quitter la fondation. Nous ne voulons pas non plus séparer les frères et les sœurs, l'un ici et l'autre dans la famille. Le plus petit des enfants qui restent ici a 5 ans et ses deux sœurs aînées l'ont rejoint ici. Lorsque cet enfant-là est venu ici pour la première fois, il avait 2 ans et la situation de sa famille était très précaire. Nous n'empêchons jamais un enfant de s'entretenir avec sa famille. À l'heure actuelle, plus de 20 personnes travaillent ici, notamment des psychologues, dont la présence est absolument nécessaire. Nous

essayons d'envoyer les enfants de Çatalca jusqu'à Istanbul car nous voulons que leur horizon s'élargisse, qu'ils voient le monde, qu'ils aillent au cinéma, au théâtre, voire au cabaret. Nous voulons qu'ils découvrent la vie. » La Fondation qui assume une mission si importante a bien sûr besoin de ressources et Ali Nesin nous explique : « Cet endroit était géré avec l'argent provenant de la vente des livres de mon père. À sa mort, ses livres se sont beaucoup vendus. À Beyoğlu et ailleurs, j'ai acheté des terrains qui aujourd'hui, ont pris de la valeur, assurant des ressources à la Fondation. Hélas, désormais, nous ne parvenons plus à acheter de terrains.

Nous avons fondé un Village des Mathématiques à Şirince et à İzmir. C'est un village de 70 personnes où l'on est obligé de travailler



l'été car les conditions hivernales sont difficiles et là, tout le monde va pouvoir réaliser des recherches et nous en attendons certaines retombées financières. Cet endroit m'appartenait auparavant et j'en ai fait don à la Fondation. L'Université Bilgi nous a également aidés par des dons importants. Dans le temps, nous gardions 26 enfants avec trois employés et 6 ou 7 enfants partageaient la même chambre tandis qu'à présent, nous accueillons 40 enfants avec 20 employés et chaque chambre abrite un ou deux élèves. Nous projetons de fonder aussi une maison d'artistes mais notre plus grand projet est maintenant le Village des Mathématiques. Nous recevons une certaine somme d'argent de la maison d'édition Nesin, que nous reversons à destination du Village des Mathématiques. L'annonce de ce projet est parue dans la presse et nous recevons des soutiens de divers milieux. J'espère que cela se poursuivra. » Le plus important des projets est que la Fondation Aziz Nesin puisse vivre avec ses propres moyens, c'est le seul souhait d'Ali Nesin.

La Fondation Aziz Nesin arrive à survivre grâce au soutien de nombreux donateurs. Quand nous demandons à Ali Nesin qui sont ces personnes, il répond : « Nos soutiens ne viennent pas de personnes riches. Ce sont au contraire des personnes modestes qui font des petits dons. Un traducteur américain nous aide aussi la plupart du temps. Quelques amis grecs, qui ont connu Aziz Nesin nous apportent également leur aide. Toujours aux États-Unis, un bienfaiteur nous a laissé en héritage 10 % de son patrimoine. »

Ali Nesin suit les traces de son père. Si vous souhaitez aider une poignée de jeunes dont la vie s'est obscurcie sans aucune raison... nous vous invitons à rejoindre tous ceux qui aident la Fondation Aziz Nesin.

\* Propos recueillis par Nagehan Tam

# BOYTAM : le musée d'histoire local de Bozcaada

Le musée BOYTAM a été créé dans le but de mettre à disposition les différentes cultures humaines de Bozcaada, en utilisant les documents et toutes sortes d'objets originaux venus des Grecs, de Rome, de Byzance, des Ottomans et des Turcs. Le directeur du musée, M. Hakan Gürüney, a terminé ses études à l'Université technique du Moyen-Orient avant de créer une entreprise d'informatique. Il est venu pour la première fois à Bozcaada en 1992, a acheté un premier objet appartenant à l'île en 1998 puis s'est mis à réunir une collection. Passionné par les collections depuis son plus jeune âge, il décida de créer un centre de recherche pour exposer ses trésors lorsqu'il commença à posséder plus de mille objets. Le projet d'architecture et l'achat d'un terrain pour construire un immeuble de type maison de vigne datent de 2002, la construction se fit en 2003 et 2004, et l'ouverture eut lieu en 2005. Son épouse, İnci Gürüney, nous raconte la petite histoire de l'île :



« Les Turcs sont arrivés dans l'île suite à la conquête de Bozcaada par l'Empire ottoman en 1460, et elle resta sous domination ottomane jusqu'en 1912. Lors de la guerre des Balkans, la Grèce conquiert Bozcaada ainsi que toutes les îles de la mer Égée. Lors de la guerre des Dardanelles en 1915, pendant la Première Guerre mondiale, les Français ont utilisé l'île comme base militaire, alors que les Anglais utilisaient Gökçeada et Limni. Les troupes françaises comptaient 47 000 soldats composés de Sénégalais, de Marocains, d'Algériens et d'autres militaires venus de colonies. La France a quitté l'île en 1916, après avoir subi beaucoup de pertes et les Français avaient mis en place un hôpital de fortune comportant 800 lits du côté de Habbire. L'île resta sous occupation grecque jusqu'en 1923 puis rejoignit les territoires de la Turquie suite au traité de Lausanne. »

Le musée, qui présente plus de 10 000 pièces, travaille en commun avec l'Institut français d'études anatoliennes. Les cartes postales de l'île, préparées par les soldats français blessés lors de la Première Guerre mondiale, sont traduites et éditées en français et en turc. Hakan Gürüney espère que son musée créera des liens avec les musées français ; la visite de Pierre Chuvin, directeur de l'IFEA, il y a trois ans, avait donné quelques espoirs.



« Les Turcs sont arrivés dans l'île suite à la conquête de Bozcaada par l'Empire ottoman en 1460, et elle resta sous domination ottomane jusqu'en 1912. Lors de la guerre des Balkans, la Grèce conquiert Bozcaada ainsi que toutes les îles de la mer Égée. Lors de la guerre des Dardanelles en 1915, pendant la Première Guerre mondiale, les Français ont utilisé l'île comme base militaire, alors que les Anglais utilisaient Gökçeada et Limni. Les troupes françaises comptaient 47 000 soldats composés de Sénégalais, de Marocains, d'Algériens et d'autres militaires venus de colonies. La France a quitté l'île en 1916, après avoir subi beaucoup de pertes et les Français avaient mis en place un hôpital de fortune comportant 800 lits du côté de Habbire. L'île resta sous occupation grecque jusqu'en 1923 puis rejoignit les territoires de la Turquie suite au traité de Lausanne. »

\* İnci Kara, Journaliste

# Un tournant dans la politique étrangère turque (Suite de la page 1)

Le 14 août est une date importante pour la politique étrangère turque. La venue du président de la République islamique d'Iran, Mahmud Ahmadinejad, à Istanbul est une confirmation de la poursuite d'une politique étrangère turque encore plus indépendante, comme le souligne Graham E. Fuller dans son livre intitulé « L'Acteur montant régional, la nouvelle République de Turquie » (Yükselen bölgesel aktör, Yeni Türkiye Cumhuriyeti), sous-entendu une politique turque plus courageuse et plus indépendante.

Bien que cela déplaît aux États-Unis, l'AKP est sorti depuis deux ou trois ans de la politique turque traditionnelle, comme le démontre la réaction d'Israël face à cette dernière visite. Désormais, la Turquie souhaite non seulement endosser un rôle de premier plan dans la résolution des problèmes de la région, mais également entretenir de très bonnes relations avec ses voisins.

Dans les cours de relations internationales que je dispense à l'université, j'enseignais il y a quelques années que nous étions « entourés d'ennemis » et qu'il fallait se préparer, déterminer nos stratégies en fonction des attitudes de nos voisins, l'Arménie, la Russie, la Bulgarie, la Grèce, la Syrie, l'Irak et l'Iran... Je

me disais souvent : « Quelle région ! Mais il faut changer cette pensée pourquoi, comment, quand ? » Tout le monde connaît le passé « hostile » de nos voisins et il n'est nul besoin d'en parler ici.

Nous sommes en 2008 et pratiquement toute la région se transforme : la Bulgarie est membre de l'UE ; la Russie, notre puissant et indispensable voisin du nord, est l'une des deux superpuissances du monde, pour qui nos entrepreneurs réalisent d'importants chantiers et dont notre pays est dépendant pour ses ressources énergétiques ; la Syrie est maintenant un pays ami et son chef d'État, Bachar el-Assad, passe une partie de ses vacances en Turquie. Malgré quelques légers problèmes, nos relations avec la Grèce sont meilleures qu'auparavant, nos séries télévisées y sont diffusées et les chansons grecques résonnent dans nos tavernes ; quant à l'Iran, ce pays est notre voisin « aux frontières inchangées » depuis près de 400 ans (paix irano-ottomane de Qasr-e Chirin en 1639).

Les régimes et les gouvernements passent mais ce qui est permanent, c'est le voisinage entre les nations. Depuis des siècles, nos deux pays se sont rapprochés et entretiennent des sentiments amicaux, de sympathie et de fra-

ternité. Après que nos sultans ont eu des liens étroits avec leurs rois (la visite du Chah Muzaferüddin au Sultan Abdülhamid II) et Atatürk avec le père du Chah d'Iran, Reza Pahlevi, ces liens se sont poursuivis et c'est pourquoi il n'y a rien d'étrange dans les relations développées entre l'AKP et le leader iranien. Il aurait été étonnant que la Turquie continue à rester loin de son voisin à la vision étatique ancienne, forte et enracinée.

Ce que l'on doit comprendre, c'est que l'Iran possédera tôt ou tard la technologie de l'énergie nucléaire, ce qui est son droit tout autant que le nôtre. Savoir, faire, posséder sont une chose, mais utiliser à mauvais escient en est une autre, l'utilisation étant liée au milieu dans lequel on se trouve. Non loin de là, lors de la guerre en Irak, l'opinion publique mondiale a eu de sérieux soupçons quant à l'utilisation par les États-Unis de bombes et d'armes contenant de l'uranium. Je pensais à toutes ces choses le 16 août, en écoutant le discours du président Ahmadinejad lors du dîner auquel j'étais invité à l'hôtel Ceyhan. Il était très calme, a posé devant les photographes avec les invités après son discours et les a embrassés. Il était loin de l'image qu'on donne de lui dans les médias.

\* Dr. Hüseyin Latif  
Directeur de la publication

# La langue et la culture françaises à Adana

*Pharmacien de profession ayant consacré une grande partie de sa vie aux activités sociales, Aydın Önen est le président de l'Alliance française de la ville d'Adana, dans le sud de la Turquie. Son amour pour la culture française l'a amené à créer une association locale de cette grande fondation afin de faire connaître la langue et la culture de l'hexagone.*

L'Alliance française fut créée en 1883 par Paul Cambon, avec l'appui de grandes personnalités comme Jules Verne, Louis Pasteur ou encore Ernest Renan. L'objectif de cette association était de renforcer le rayonnement de la culture française à l'étranger, ainsi que les idéaux portés par les intellectuels et écrivains de ce pays. Apolitique et laïque, l'association est devenue récemment une fondation afin de faciliter les dons des entreprises privées pour financer ce noble projet qui s'étend aujourd'hui sur 133 pays. Plus de 1070 Alliances françaises existent aujourd'hui dans le monde, et 450 000 personnes bénéficient de leur enseignement.

Revenons à Adana, province au bord de la Méditerranée, anciennement appelée la Cilicie. Cette région, occupée par les Français après la Première Guerre mondiale et la défaite de l'Empire ottoman, ne semble pas avoir gardé beaucoup de liens avec son ancien occupant, comme si elle voulait oublier cette histoire qui a uni, bien que peu longtemps et dans des conditions malheureuses, les Français et les Turcs. Toutefois, la langue française avait encore son importance jusqu'aux années 1970 et elle était enseignée aux jeunes Turcs. Avec l'emprise de l'anglais, les choses se sont inversées et le français a disparu des programmes d'enseignement turcs. Pour résister à cette situation, des passionnés de la langue de Molière, dont

M. Önen, ont créé l'Association culturelle française d'Adana et ont réussi à enseigner le français durant quatre ans, avant sa fermeture par le pouvoir de 1980, malgré l'absence d'aide du gouvernement français.

Probablement parce que les autorités françaises se sont rendu compte de la situation catastrophique de la langue française dans le monde, le cours des choses a changé et, aujourd'hui, l'ambassade de France aide la nouvelle association d'Adana rattachée à l'Alliance française, animée par des membres de l'Association culturelle française de la Çukurova et de volontaires qui travaillent à titre gratuit pour ce projet d'éducation sans but lucratif. Parmi eux, Aydın Önen, le président, bien sûr, mais aussi Marie Abak et Hélène Çan, enseignantes à l'Université Çukurova, Imra Zaimoğlu, juriste, Jose Beruga et İlhan Taflan, de l'entreprise Özmaya appartenant au groupe français Lesaffre qui a soutenu financièrement cette association de manière considérable, ainsi que Kazım Abak, professeur lui aussi à l'Université d'Adana. C'est la seule Alliance française en Turquie, mais pas la première. En effet, lors de l'époque ottomane, il en existait une à Istanbul, qui dispensait des cours à près de mille élèves, en ce temps où la langue française gardait tout son prestige. Fermée avec l'avènement de la République, l'Alliance française avait dessiné trois régions pilotes

pour la Turquie d'où la fondation était longtemps restée absente : Adana, Bursa, Antalya. Les volontaires d'Adana ont été les plus motivés et les plus rapides pour mettre sur pied cette association qui véhicule les idéaux de cette ancienne institution. Selon les mots d'Aydın Önen, « l'objectif est d'enseigner le français, de diffuser la culture française dans la région ». Créée officiellement le 23 juillet 2007, les cours ont débuté au mois de janvier 2008. « Près de 100 élèves suivent nos cours, la moitié sont des enfants et des adolescents entre 7 et 15 ans » nous confie M. Önen.

Ce succès est dû en partie aux familles installées à Adana qui accordent de l'importance à la France, mais aussi à la démarche de certaines institutions scolaires qui dispensent des cours de français en deuxième langue, comme c'est le cas au Collège américain de Tarsus, ville située à 20 minutes d'Adana, au Lycée Anadolu d'Adana et au lycée de garçons. « Nous avons pour projet d'imposer le français comme deuxième langue à l'école dans la province d'Adana et, pour cela, nos activités continuent et nous essayons de convaincre le ministère de l'Éducation nationale », poursuit-il. De plus, des adultes aux professions variées viennent aussi apprendre le français pour connaître une autre langue que l'anglais.

L'Alliance française d'Adana a été inau-



gurée le 27 mars 2008 en présence de S.E. Bernard Emié, ambassadeur de France à Ankara, de M. İlhan Atış, gouverneur de la province d'Adana, de M. Aytac Durak, maire de la ville, de M. Aydın Önen, président du Comité de l'Alliance française d'Adana, de M. Jean-Claude Jacq, secrétaire général de la Fondation Alliance française, de Mme Güler Sabancı, présidente du Groupe Sabancı.

La France ne sera pas cloîtrée dans le bâtiment de l'Association, qui se trouve dans l'avenue Cavit Yurdakul : en effet, la mairie d'Adana consacrera un budget pour aider l'Alliance française à organiser des événements culturels en lien avec la France dans les domaines du cinéma, du théâtre, de la musique. Au mois de juin, l'Association d'Adana a déjà aidé à l'organisation d'un premier événement en invitant la troupe française Malabar qui a offert un spectacle de rue le mardi 3 dans le cadre du festival de cinéma Altın Koza. Aussi, l'Association a pour projet de faire connaître la Turquie en France, notamment lors de la saison culturelle turque en 2009. Un autre de ses objectifs, selon M. Önen, est « d'affermir les liens entre la France et la Turquie et de produire un échange culturel riche et intense. »

\* İker Birkan

## Une présentation des œuvres... (Suite de la page 1)

Un univers narratif qui se nourrit de la richesse de la langue turque, d'un langage qui se déverse harmonieusement et avec ironie... Tahsin Yücel est incontestablement un des plus grands écrivains de la littérature turque contemporaine. Yücel nourrit le milieu culturel et littéraire ainsi que ses lecteurs par l'intermédiaire de ses romans, mais c'est aussi un homme de culture, politiquement situé, qui produit analyses et critiques. « La Révolution de Golyan » (Golyan Devrimi) et « Littérature et Vie » (Yazın ve Yaşam), qu'il vient de publier en l'espace de quelques mois, en sont les meilleurs exemples. « La Révolution de Golyan » est une réponse littéraire au milieu politique turc actuel où personne ne croit ou ne parvient à croire les événements qui s'insèrent dans des théories du complot. Dans ce livre qui oscille entre roman et nouvelles, Tahsin Yücel nous parle d'un pays qui ressemble beaucoup à la Turquie, mais que les Turcs ne connaissent pas, à travers des nouvelles de Hayristan et des portraits humains. Les héros des nouvelles de « la Révolution de Golyan » sont des hommes d'affaires, des ministres, des généraux, des prostituées, des écrivains, des journalistes du pays. Tous sont liés étrangement entre eux et préservent tous un lien sentimental ou d'intérêt. Et probablement parce qu'ils sont tous du même peuple, leurs points de vue se ressemblent étrangement.

L'histoire nommée « la Révolution de Golyan » est une sorte de prédiction sur les querelles de régime du pays et l'avenir de la structure sociale et politique d'aujourd'hui, une prédiction plutôt obscure. Cependant, lorsque l'on lit le livre en entier, on s'aperçoit que l'auteur dessine une voie positive pour briser l'obscurité que présente l'avenir.

Tandis que « Littérature et Vie », qui avait déjà été publié en partie, est un essai sur la langue et la littérature dans lequel Yücel nous pose à nouveau des questions. Les essais de ce livre sont formés de critiques sur le réalisme et le surréalisme, la place active du roman dans l'imagination humaine et les points de rencontre entre le roman et la vie. Yücel écrit ce qu'il pense, sans censure, et pose les questions simplement et, bien sûr, il le fait avec la modestie qu'on lui connaît depuis longtemps... « Littérature et Vie » n'est pas un livre écrit seulement pour ceux qui s'intéressent à la langue et à la littérature, c'est aussi un livre de chevet pour les lecteurs qui veulent avoir une idée objective et subtile de la situation actuelle de la culture turque.

En quelques mots, Tahsin Yücel nous donne des réponses aux questions posées par l'esprit humain, dans ces deux derniers livres comme dans ses autres œuvres. Il suffit d'être capable de les lire avec justesse.

\* Oylum Yılmaz

*Dans son premier roman – où la mort est bleue parce qu'elle est teintée de la couleur du Bosphore – Hüseyin Latif contemple une Istanbul qui se déchire et emprunte divers chemins pour exprimer ses aspirations et ses espoirs.*

Hüseyin  
Latif

La mort bleue

roman

L'Harmattan

Écritures



# Célébration de la fête nationale française en Turquie

Nous avons eu à nouveau l'occasion de célébrer la fête nationale française à Istanbul cet été, grâce à l'organisation du Consulat français et du Palais de France. Quelque 2000 personnes ont été accueillies dans les jardins du somptueux palais de la rue Nuru Ziya pour fêter ce jour, signe de liberté, de démocratie et de fraternité, mêlant citoyens français, turcs, ainsi que d'autres nationalités. Mme Christine Moro, consule générale



de France et son époux M. Louis Moro, M. Alain Dubuy, consul général adjoint et le général Jean-Claude Marbec ont accueilli personnellement tous les invités.

Lors de son intervention, la consule générale a salué le projet de l'Union pour la Méditerranée pour l'espoir de paix que ce projet entretient dans la région du Proche-Orient. Elle a également exprimé l'importance du forum mondial de l'eau qui aura lieu à Istanbul en mars prochain avant de terminer son discours sur la primauté des relations franco-turques : « Nos deux pays sont unis par des liens très forts, historiques, culturels, intellectuels, économiques, dont vous êtes tous à un titre ou à un autre les acteurs. Ces liens auront encore une occasion de se renforcer avec la « saison turque en France » qui se déroulera de juillet 2009 à mars 2010, et dans la préparation de laquelle les équipes turques et

françaises sont déjà très engagées ».

Parmi les invités, de nombreuses personnalités économiques, politiques et culturelles étaient présentes. Nous nous sommes entretenus avec elles sur le sens du 14 juillet et sur les liens entre la France et la Turquie. Voici un petit tour d'horizon des différents échanges que nous avons eus, entre deux airs de musique française et autour de verres gracieusement offerts par une équipe chaleureuse et disponible :

Jérôme Laurent, Directeur général de Michelin Turquie,

« Cette fête nationale est très importante pour la communauté française.

En effet, elle permet d'une part, de communier et de se rappeler que ce jour représente la liberté, l'égalité et la fraternité. D'autre part, les étrangers peuvent également partager ce moment avec les



Français, c'est pourquoi il est plus plaisant de fêter ce jour national à Istanbul, c'est plus dépaysant, et l'on rencontre de nombreuses personnes. »

Celal Bıyıklıoğlu, Propriétaire du Café Bordeaux,

« Le 14 juillet représente pour moi la liberté universelle, une révolution pour la liberté. Notre café étant situé à l'intérieur du consulat, nous n'avons rien pu organiser pour cet événement, nous sommes fermés le soir. Pour ce qui concerne les relations entre

les deux pays, il est vrai qu'il y a eu quelques problèmes, mais nous n'avons jamais ressenti cela dans notre établissement. »

Nolwenn Alano, de Gras Savoye,

« Aujourd'hui est un rapprochement qui est toujours permanent entre les Turcs et Français. Cette réunion donne un peu de concret et de solidité à nos relations, qui sont pour notre côté extrêmement bonnes et dont on se réjouit. »

Bedri Baykam, peintre,

« C'est un jour important pour moi, qui suis allé à l'école française dès l'âge de 6 ans. Et aussi ce sens symbolique, avec sa dimension philosophique,

qui a ouvert une page pour la démocratie mondiale. Cette révolution, on la retrouve dans la République de Turquie. »

Gérard Lanfrey, directeur régional d'Air France,

« C'est d'abord la fête de tous les Français qui se retrouvent et aussi la possibilité d'accueillir nos amis turcs et nos autres amis de longue date. C'est aussi un symbole fort de la liberté, de la république :

c'est un jour incontournable pour les Français qui sont attachés à la démocratie. C'est la troisième fois que je le fête à Istanbul et il n'y a pas trop de différence cette année. La décoration est aussi belle, il y a beaucoup de monde, c'est une belle fête. »



Mehmet Erbak, PDG d'Uludağ,

« C'est un merveilleux jour, qui en appelle de meilleurs entre la Turquie et la France. La Turquie aura l'occasion de se faire mieux connaître en France l'an prochain, ce sera un moyen de communication important vis-à-vis de l'UE, et si l'État,



l'industrie et nos universités sont capables de nous présenter honorablement, les retours seront tout aussi précieux. »

Yaşar Kemal, écrivain,

« Le 14 juillet est une révolution qui a rendu les hommes un peu plus humains. »

À Istanbul, comme à Ankara, des milliers de personnes se sont réunies pour fêter cet anniversaire vieux de plus de 200 ans. Date

fondatrice pour la France, elle est aussi une source d'inspiration pour la jeune République de Turquie qui, espérons-le, célébrera avec toujours plus de monde ce jour symbolique de la démocratie et de la liberté.

Enfin, notre journal a été distribué gratuitement et à Istanbul et à Ankara, avec l'aimable autorisation du consulat et de l'ambassade de France. Ces réceptions ont été un succès dans les deux grandes villes de Turquie.

## Festivités pour la fin des travaux de réhabilitation des quartiers de Fener et Balat



En ce 13 juillet, Fener est à la fête ! En effet, on célèbre la fin des travaux de réhabilitation des quartiers historiques de Fener et Balat financés par l'Union européenne (cf. article paru dans ALT du mois de mai 2008).

Mustafa Demir, le maire de l'arrondissement de Fatih dont dépendent les deux quartiers, reçoit pour l'occasion Ertuğrul Günay, ministre turc de la Culture et du Tourisme,

Marc Pierini, ambassadeur de l'Union européenne, Güven Taşbaşı, préfet d'Istanbul, le docteur Burhan Kuzu, député d'Istanbul et chef du comité de la Constitution, Luis Mezzano, directeur des travaux.

C'est à Luis Mezzano que revient l'honneur du premier discours et... en turc. Il rappelle les différents travaux réalisés et confie au maire de Fatih la poursuite du développement social et culturel entamé, selon la même méthodologie.

Ertuğrul Günay, ministre turc de la Culture et du Tourisme, après avoir évoqué le passage de l'époque ottomane à celle de la République, mentionne les nombreuses rencontres entre les représentants de l'Union européenne, les services municipaux et ceux

de la Préfecture pour mener à bien ce chantier important.

Il rappelle qu'Istanbul est en route pour 2010, année où la ville sera capitale culturelle européenne. 250 millions de YTL (soit 130 millions d'euros) sont prévus par le gouvernement pour réaliser des travaux d'envvergure dans les arrondissements de Süleymaniye, d'Eminönü et de Beyoğlu.

Les officiels ont ensuite effectué une visite des deux quartiers pour se rendre compte des réalisations grâce aux explications données par l'architecte Burçin Altınsay, co-directrice locale du programme ; par la même occasion, un des deux centres sociaux a été officiellement inauguré.

\* Nathalie Ritzmann

## Lorsqu'Inönü rencontrait Churchill...

Yenice, ville du sud de la Turquie attachée à la province de Mersin a témoigné d'une rencontre entre le président turc İsmet İnönü et Winston Churchill, le Premier Ministre anglais, en 1943. Cette rencontre, qui a eu lieu dans un train dans la gare de la ville, près d'Adana, a été l'occasion pour İnönü d'éloigner à nouveau la Turquie de la Seconde Guerre mondiale. Ce choix de ne pas s'immiscer dans la guerre était par conséquent à la fois une marque d'indépendance du pays face aux grandes nations, mais également une résolution pour la paix.

Afin de commémorer cette rencontre qui a permis de sauver de nombreuses vies, la ville de Yenice organise chaque année le Festival de la Paix, non pas le 27 janvier, jour de la rencontre entre İnönü et Churchill, mais le 1er septembre, journée internationale de la paix, en raison du temps plus propice à la tenue d'un événement en plein air. Aux yeux des organisateurs, la Turquie a fait le choix de la paix, et célébrer cet événement historique le 1er septembre leur semble donc approprié.

\* İlker Birkan



## Une sélection des émissions de TV5 Monde Europe – septembre 2008

### Documentaires

**C'est Byzance !**

23 septembre à 4 h 00

Le lointain descendant d'un illustre personnage de la cour de Constantinople parcourt l'histoire de l'Empire byzantin à travers le temps et l'espace.

**Ce que la guerre fait à l'amour**

29 septembre à 15 h 00

1945. L'Allemagne est dans un état de ruine matérielle et morale indescriptible. Juliette Cazenave raconte le destin des « fiancées de guerre », ces femmes qui ont un jour décidé de tout quitter pour la meilleure des raisons, l'amour.

**Palais d'Europe : Topkapi, l'âge d'or de l'Empire ottoman**

30 septembre à 3 h 50

### Films

**Le Grand Voyage**

(Drame) 1er septembre à 18 h 25, 7 septembre à 23 h 30

Réalisation : Ismaël Ferroukhi, 2004

Palmarès : Prix du meilleur film au Festival du film de Venise en 2004, dans la section Lion du futur.

**Une vie**

(Drame) 3 septembre à 21 h 00

Scénario et adaptation : Colo Tavernier O'Hagan, d'après une nouvelle de Guy de Maupassant

Les heures indiquées sont celles de Paris

# Ces plats qui nous enchantent



\* Ayşe Buyan

Les matins d'été, ma grand-mère faisait griller des piments et l'odeur se répandait dans toute la maison. Alors que tous utilisaient un radioréveil pour se lever le matin, chez nous, les odeurs des plats cuits ou préparés faisaient office d'alarme. Les matins d'été rimaient avec un somptueux petit déjeuner garni de piments verts braisés, de tomates, de concombres de Çengelköy à l'arôme authentique et qui craque quand on le croque, d'olives vertes et noires, d'huile d'olive au citron et au thym, de feta et de gouda turc aux couleurs du parmesan italien. Au moins deux sortes de confitures, l'une de fraises que ma grand-mère ramassait dans le jardin, l'autre de figues, délicieuse, faite de figues vertes, avaient leur place sur la table à côté du beurre. Lors de mon enfance, on me préparait sans me demander un œuf à la coque, peu cuit. Cet œuf était ensuite versé dans un bol, où l'on mélangeait le blanc et le jaune, avant d'ajouter du pain coupé en morceaux, renforcé de poivre et de sel. Même si le plat n'était pas très plaisant à voir, l'œuf était délicieux. En grandissant, la consistance de mes œufs s'est accrue. J'ai tant pris de petits-déjeuners en mangeant des œufs « à l'abricot », c'est-à-dire en décortiquant le dessus de l'œuf et en extirpant l'œuf liquide, mêlé à nouveau de sel et de poivre, à l'aide d'une cuillère. Une fois grande, j'ai découvert le « menemen », fait d'œufs accompagnés de piment et de tomate. Le menemen fait partie des plats les plus importants du petit-déjeuner turc traditionnel. Par la suite,

et moi et l'œuf, avons évolué, mûri, avec différentes sortes d'omelettes, au fromage ou au saucisson. J'ai appris à ce moment-là qu'il fallait du temps pour mûrir avec les plats.

Auparavant, les femmes passaient beaucoup de leur temps à préparer différents saveurs pour le petit déjeuner. De nos jours, parce qu'elles travaillent de plus en plus, elles ne peuvent préparer des petits-déjeuners traditionnels que le week-end. Alors qu'en Europe on privilégie le café et des produits sucrés au petit-déjeuner, en Turquie on préfère le thé et des produits salés.



Le petit déjeuner de l'hôtel Kaikias à Bozcaada

Les meilleures tables de petits-déjeuners se situent dans les quartiers au bord du Bosphore, tels que Rumeli Hisarı, Bebek, Arnavutköy, Ortaköy, la raison étant la vue qu'offrent les bars au bord de l'eau. Le meilleur des petits-déjeuners est préparé à Yeniköy au Café Emek, appelé aussi Neahkora Café, ce qui signifie Yeniköy en grec. Autrefois peuplé abondamment de Grecs, de nombreuses familles grecques habitent encore à Yeniköy. Les Grecs et les musulmans, qui présentent un exemple de partage interculturel dans ce joli quartier, célèbrent ensemble les fêtes religieuses. Lorsque les musulmans préparent

du helva à la semoule et à la pistache, ils en distribuent à leurs amis grecs de Yeniköy. Le helva aux amandes, préparé lors de la fête des morts des Grecs répond à ce partage.

Le plus bel exemple de fraternité religieuse est la présence au sein du quartier d'un lieu où l'on peut goûter un café au lait grec à côté du café turc. Le nom de ce joli petit café, le plus chaleureux du quartier, est Neakhora. Les deux frères propriétaires des lieux ont transmis à ce café la synthèse de deux cultures, qu'ils ont apprise en grandissant auprès de familles grecques. Même si vous ne buvez que du café, vous pouvez vous asseoir dans le jardin du café pendant des heures, pour le plaisir.

Lorsque l'on dit petit-déjeuner, on pense au meilleur des lieux de brunch, pour sa nature merveilleuse et son calme, de Polonezköy, habitée par les Polonais qui y ont importé leur culture. Le somptueux petit-déjeuner, les gâteaux savoureux et les différentes sortes de liqueurs maison font de Polonezköy un endroit à voir et à vivre.

Après avoir visité les lieux qui ont fait d'Istanbul ce qu'elle est, je conseille à tous les amoureux d'Istanbul, de réserver un ou deux jours à Polonezköy afin de voir les vrais paysages d'Istanbul.

Il existe aussi des restaurants où l'on peut trouver des produits frais de la mer, au bord de la mer bleue, à Anadolu Kavağı et à Rumeli Kavağı, qui se situent aux deux extrémités, s'ouvrant sur la mer Noire. Parce qu'on est à 50 minutes de la ville, les activités ont lieu plutôt en fin de semaine et s'y rendre avec un des bateaux du Bosphore est aussi un plaisir. Les rives du Bosphore proposent de



multiples déjeuners. Si vous voulez manger au bord du détroit, je peux vous conseiller Pruva, à Rumeli Hisarı, qui propose des plats méditerranéens.

Pour les repas du soir, on peut trouver en semaine et le week-end de nombreux choix à Taksim, Nevizade, Bebek, Ortaköy, Tarabya, Sarıyer. Des groupes traditionnels au rock, des clubs de jazz aux bars de musique populaire, il existe des bars et restaurants musicaux de toutes sortes. Alors que l'on boit le rakı accompagné de chants traditionnels interprétés par un groupe local, vous pouvez rencontrer aussi des lieux présentant de la musique live tout en proposant des plats délicieux à Kumpkapi, Sultanahmet. Si vous voulez venir seulement pour manger un poisson en buvant du rakı, les restaurants entre Tarabya et Sarıyer vous suggéreront différents poissons, séchés ou salés.

Au dernier arrêt du quartier de Kurtuluş, à Despina, premier cabaret pour femmes, vous goûterez au célèbre foie au fromage, au melon et au rakı, accompagné des chants traditionnels d'Istanbul, et vous serez alors heureux de vivre de tels plaisirs. Un lieu qui reflète l'esprit multiculturel d'Istanbul.

\* Ayşe Buyan abuyan@gmail.com  
\* Photos : Eylem Akçatepe

## Bozcaada : le cœur du vin turc

Çamlıbağ, le vin quasi centenaire de Bozcaada (la Ténéos des Grecs), et Corvus, la nouvelle génération du vin, dévoilent deux faces différentes de l'île : Haşim Yunatçı, directeur de Çamlıbağ, entreprise familiale vieille de 83 ans, défend la tradition et les anciennes valeurs, alors que l'architecte Reşit Soley, propriétaire de Corvus, qui existe depuis quatre ans, et homme d'affaire a la conviction qu'il faut innover avant tout. Ces deux points de vue forment l'identité des raisins, et donc du vin...

Haşim Yunatçı est d'avis que le vin français « est le numéro un, mais cela ne signifie pas que tous les vins de ce pays soient bons ». En Turquie, l'idée est répandue, selon lui, que le vin local est meilleur marché que le vin étranger mais que ce dernier est meilleur ; en réalité, la culture du vin est très différente : en France, on ne plante pas de vigne n'importe où, il y a une réglementation, alors qu'en Turquie, chacun plante de la vigne là où il le souhaite. Haşim Yunatçı désirerait que l'on prenne l'exemple de la France : « il ne faut autoriser que certaines régions à pratiquer la viticulture, et produire du raisin de qualité. En ce moment, le secteur est en difficulté, parce que les impôts sont élevés. Et au sujet de l'alcool, la position du gouvernement est plutôt rigide, ce qui rend les choses encore moins faciles. De plus, notre pays préfère l'alcool fort comme le rakı, ou bien la bière. La jeune génération s'est tournée vers le vin après 2000 mais les impôts ont mis un frein à cela. »

Haşim Yunatçı produit environ 3000 hectolitres de vin par an ; nous lui avons demandé le secret de la qualité de son vin : « Je fais ce métier depuis 4 ans, à la suite de mon grand-père qui avait appris auprès des Grecs à son époque. C'est notre quatre-vingt-troisième année. Nous faisons le vin avec nos propres raisins, j'ai mon propre vignoble ; je ne transige pas avec la qualité, suivant la méthode française. Lors des années chaudes et sèches, je jetais des tonnes de raisin pour rester au même niveau que les raisins d'hiver pluvieux. La qualité du raisin, la chaleur lors de la fermentation, la densité, l'alcoolisation et le repos sont très importants », dit-il.



Reşit Soley a, quant à lui, réussi l'impossible en transformant la tradition du vin en un projet bien défini. Il est devenu le seul pro-

ducteur à vinifier le raisin blanc appelé « çavuş üzümü ». De plus, ce vin figure parmi les plus vendus et il devrait être apprécié par les gourmets. Il nous explique les raisons de ce choix de la difficulté : « Mon objectif était de revenir aux merveilleux jours de la viticulture et de l'industrie vinicole en profitant du microclimat de l'île et bénéficier en faisant cela de la culture présente. Avec ce retour, l'île se développera économiquement, socialement et culturellement. »

« Je fais du vin en utilisant des raisins locaux, parce que je veux faire ressortir les valeurs de l'île. Ce n'était pas commercialement raisonnable de faire du vin avec du « çavuş üzümü » alors qu'il y a du cabernet, de la syrah et du merlot. Mais le vin Corvus Teneia, que j'ai obtenu avec du raisin de table, a été proposé à la reine Élisabeth et ce n'était pas simple de réussir tout cela en 4 ans. Les Français disent « l'industrie vinicole c'est facile, mais après les 100 premières années ». Désormais, la technologie permet de faire du vin de qualité sans attendre autant de temps. » Selon Soley, qui semble sûr de lui dans son projet, il est important d'unir le savoir et la technologie dans ce métier. La tradition aide à mettre quelque chose sur pied, mais il faut aussi du savoir et de la technologie par-dessus. Soley critique les Français parce qu'ils travaillent seulement selon la tradition, et qu'ils ne leur reste pas, par conséquent, de côté créatif. « En tant que nouveau dans le



Reşit Soley

Haşim Yunatçı

métier, je devais donner de l'importance à l'innovation. J'étais plus proche de la technique italienne, parce qu'ils sont plus attentifs à l'innovation », explique-t-il.

Il y a toutefois des points communs entre ces deux producteurs de vin, que l'on peut décrire de traditionnel pour l'un, moderne pour l'autre : l'un de ces points communs est l'idée qu'il ne peut pas y avoir de mauvais vin de Bozcaada. Soley et Yunatçı disent tous deux que les marques de vin de Turquie n'offrent pas toujours de bons produits. Quatre ou cinq familles font ce métier dans l'île, et essayent chacune de produire un vin de qualité. Selon Yunatçı, il faut que l'État établisse des normes pour que le vin turc soit de bonne qualité et qu'il trouve sa place dans les magasins étrangers. D'après Soley, l'héritage de l'île, gâché pendant des années avec le départ des Grecs, la politique d'administration de l'île... commence à s'épuiser. « Nous travaillons ici pour faire vivre le potentiel de l'ancien héritage, nous nous accrochons aux anciennes valeurs, et nous soignons nos vignes pour faire de bons vins » conclut-il.

\* Propos recueillis par İnci Kara  
\* Photos : Eylem Akçatepe

# Bozcaada : île où le vent rebelle se mêle aux musiques grecques

*C'est sur les vives recommandations du propriétaire du restaurant Fauna, notre ami Ibrahim Tuna qui nous parle toujours de l'île de Ténédos ou Bozcaada, de son environnement naturel, de ses vins et surtout de l'hôtel Kaikias construit et exploité par le couple Handan et Ismail Beydilli deux architectes natifs de cette île, que nous y sommes allés. Nous avons été charmés par l'île qui nous a accueillis en nous caressant le visage de son vent doux et le couple Beydilli nous ont profondément touchés par leur naturel, leur générosité et leur gentillesse. Dans leur hôtel, tout est simple mais authentique et si vous cherchez un lieu singulier, intime et chaleureux, vous l'avez trouvé : c'est l'hôtel Kaikias à Bozcaada.*

Nous apprenons son histoire par le directeur de l'Hôtel Kaikias, Ismail Beydilli : La viticulture et l'industrie vinicole datent ici de 3000 ans. C'est plus un mode de vie qu'une activité commerciale et, déjà, les Grecs mettaient le vin en tonneaux et allaient le vendre à Istanbul. Tous les non-musulmans stambouliotes recevaient leur vin d'ici. On en envoyait aussi en Europe, parce qu'il n'y avait aucune autre source de revenus que le vin, les éponges et le raisin.



Lorsque les Ottomans ont conquis ces terres vers 1560, ils ont déclaré « ne pas imposer ceux qui s'installeraient ici », afin de mettre en place une nouvelle population. Le vin étant interdit chez les musulmans, ce sont les Grecs qui s'installèrent à Ténédos, au lieu des Turcs. Face à ce manque de Turcs, les Ottomans firent installer 11 familles de vétérans de la marine, qui allaient former le noyau turc de l'île.

Les 6 et 7 septembre 1956, un soulèvement éclata à Istanbul, détruisant les portes des maisons des non-musulmans, ce qui provoqua un déplacement de la population grecque qui diminua de façon considérable. Quelques événements se sont produits lors du mouvement de 1974 (Intervention turque à Chypre) et un deuxième exode eut alors lieu, causé par la peur. Les quelques derniers milliers de Grecs partirent ensuite au fil du temps et il ne resta alors que les Turcs. Aujourd'hui, les vigneron turcs commencent à travailler dans les vignes dès 6 heures, rentrent à 14 h pour faire une sieste, puis se douchent, enfilent des habits propres et descendent dans les cafés. Le villageois turc fait la sieste comme un Grec et travaille comme lui, parce que les Grecs ont assimilé les habitants d'ici à leur culture. C'est pour cela que les vignes continuent à être bien entretenues et que la culture viticole survit. Les Turcs âgés parlent le grec, parce qu'ils ont grandi avec des Grecs.



Hôtel Kaikias

## Pourquoi Bozcaada est-elle devenue aussi importante ?

L'Empire ottoman, alors devenu une grande puissance, accueillait les visiteurs d'autres pays, et même les vizirs, dans cette île, étape sur la route d'Istanbul. Les Ottomans percevaient aussi du blé et du maïs en échange de vin de la part de la province d'Égypte. Les bateaux égyptiens, n'étant pas faits pour ces eaux difficiles, déchargeaient leur cargaison dans les dépôts locaux et repartaient chargés de vin.

## Comment décririez-vous l'île ?

Un processus de changement est en cours à Bozcaada. Nous sommes venus la première fois ici en 1986 avec ma femme alors que nous étions tous les deux étudiants, nous nous y sommes installés en 1990 et nous sommes mariés en 1992. Beaucoup de choses ont changé depuis cette date mais, malgré cela, Bozcaada a toujours un retard de 25 à 30 ans sur les autres îles du sud. Ces îles ont atteint très vite la prospérité en grande partie grâce aux fonds de l'UE. Mais à côté d'elles, il y a ici une tout autre île : c'est un endroit où tout le monde sait lire et écrire, dispose d'un mode de vie standard et a de l'argent. Si vous sortez à 5 heures du matin pour vous rendre à la baie d' Ayazma, personne ne vous dérangera. Tous les printemps, la gendarmerie, l'hôtel Kaikias, la



municipalité, le café Polente, la banque Ziraat forment des équipes et participent à un tournoi de volley-ball appelé « la coupe du printemps ». Vous ne verrez pas cela fréquemment en Turquie.

Jusqu'en 1994, les touristes devaient obtenir une autorisation pour venir ici et il y avait une douane, parce que c'est une zone de sécurité. Nous recevons surtout des Australiens qui vont à Gallipoli avant de venir ici, de riches japonais qui viennent visiter Troie avec leur chauffeur et leur traducteur, quelques Anglais, mais surtout des touristes italiens de plus en plus nombreux depuis deux ans parce qu'ici, comme dans toutes les îles grecques, on trouve un château vénitien.

En réalité, la population ne veut pas que Bozcaada devienne un lieu très populaire, les visiteurs comme les habitants veulent qu'elle reste comme elle est.

Ismail et Handan Beydilli se sont rencontrés à l'université et se sont installés à Bozcaada après être devenus architectes. Ils ont d'abord décidé de rénover l'immeuble qu'ils avaient acheté pour y habiter ; c'est ainsi que Kaikias est né. Dans la mythologie grecque, Kaikias est le nom du dieu du vent du nord-ouest. Comptant 20 chambres, Kaikias est un lieu chaud malgré le vent



« Dieu a créé Ténédos pour donner longue vie aux hommes » a dit Hérodote.

de nord-ouest qui souffle sur l'île. « Nous avons acheté cet endroit pour sa tranquillité, puis nous avons voulu y travailler en prenant du plaisir, ainsi Kaikias est passé de 16 à 20 chambres » nous dit Ismail bey avant d'ajouter : « Nous aurons bientôt un restaurant plus grand ainsi qu'une plage. Il est très important que les gens que l'on héberge aient les mêmes goûts et aiment notre style et qu'ils aient un même niveau culturel, pas forcément économique. Parce que notre hôtel n'est pas un endroit centré sur l'argent, tout le monde ne se plairait pas ici. Ceux qui aiment le calme pourront s'y trouver bien afin de lire, contempler le château et rêver.



Le Jour des Poètes et les lectures de l'Iliade.

Ce n'est pas un endroit pour exhiber chaîne en or ou vêtements de marque. C'est pour cette raison que les personnes qui viennent ici sont celles qui ont compris le monde et elles repartent heureuses. »

Le café de Kaikias a vue sur la mer et le petit déjeuner est composé de produits naturels et sains. Il est difficile de choisir parmi les confitures faites maison, les börek aux légumes, les poğaç de toutes sortes, les kurabiye, les fromages traditionnels et les olives égéennes. Ici, on vit sur un nuage.

« Depuis 2002, notre café reçoit également le Jour des Poètes et les lectures de l'Iliade et, parfois, il accueille des expositions et des séminaires. Les meubles que vous voyez dans l'hôtel sont ceux qui datent de mon installation ici. En vérité, nous devrions faire un bon tri car il y a, par exemple, des icônes de très grande valeur dans les chambres, de même pour les livres, comme une édition de l'Iliade qui date de 1883 et des œuvres grecques rares. Un des premiers propriétaires de notre hôtel était médecin et vous trouverez dans le hall d'entrée un livre de médecine édité à Athènes en 1860.

Nous raconte Ismail Beydilli, avant de nous confier qu'il est heureux que son travail soit reconnu. « Le fait d'avoir 20 chambres nous donne l'occasion de parler avec tout le monde et de s'adresser à chacun par son nom », dit-il.

Handan hanım et Ismail bey se définissent comme « les gens les plus chanceux du monde. Le meilleur oxygène se situe à 10 centimètres de la mer et le vent nous le fait respirer tous les jours. Nous mangeons les poissons les plus frais, et élevons nos enfants de la meilleure façon. Nous vivons ce qui nous reste de l'histoire et, nous protégeons notre culture. »

Les activités à Bozcaada peuvent se résumer par plonger dans l'eau de Habile ou de la baie d'Anyama et rêver en observant la mer et, si vous êtes chanceux, discuter avec Ismail bey et Handan hanım. Laissez-vous conter les secrets de Bozcaada et les histoires se mêleront les unes aux autres.

\* Propos recueillis par Mireille Sadège et İnci Kara  
\* Photos : Eylem Akçatepe





# Yurtdışı gönderiler, DPD ile Yurtiçi Kargo'da!

Uluslararası gönderileriniz için farklı bir adres aramayın. Avrupa lideri DPD'nin gücü ve Yurtiçi Kargo güvencesiyle gönderinizi dünyanın istediğiniz noktasına ulaştırın!



**Tam zamanında!**

